BUREAU DU PLAN
Section Régionale Wallonne
(89)AS-PCh/5672

36

Juin 1989

Enquête sur le secret des

Services

L'emploi comme indicateur

A. Seghin - P. Chaidron

Propos	*1*
Désaveuglement !	*2*
Un glissement généralisé	*3*
L'emploi comme indicateur	*4*
Ce que "cachent" les chiffres officiels	*5*
Ouvriers, employés, des sorts différents	*6*
La crise : un révélateur	*7*
La mutation des secteurs	*8*
Régions : divergences ou convergences	*9*
Les indépendants suivent-ils le mouvement ?	*10*
Public, privé...même combat ?	*11*
Un nouveau paysage	*12*
En matière de services qui fait la loi ?	*13*
La rivière et ses ruisseaux	*14*
Une logique dans la logique	*15*
Qui sert qui ?	*16*
Et depuis 1984 ?	*17*
La croisée des chemins	*18*
La loupe et le macroscope	*19*
Glasnost	*20*

Propos

L'émergence des services dans la société contemporaine ne représente que la pointe extrême d'un monumental iceberg. De cette partie visible du phénomène on connaît peu de choses. Que dire de ce qui le génère et de ce qui en découle ? En amont comme en aval une remise en cause des analyses et des politiques traditionnelles s'impose.

C'est dans cette perspective, que M. Philippe Maystadt, alors Ministre des Affaires Economiques, m'a chargé, dans le cadre du Bureau du Plan de porter sur le sujet un regard différent, susceptible d'ouvrir la voie à de nouvelles interprétations pour susciter les bases d'un nouveau débat chez les acteurs journaliers de l'économie.

Or dans ce domaine particulièrement, ce ne sont pas les économistes qui font l'économie, ni même les milieux dirigeants, mais sans doute surtout, et de plus en plus... les décisions que prennent quotidiennement les consommateurs les plus ordinaires. Un nouveau langage est donc utile à rechercher qui soit simple et reflète néanmoins avec fidélité la complexité du réel.

Pour être simple le mieux est d'être concret, c'est-à-dire faire la part belle à l'induction et à l'enregistrement des faits. Pour être fidèle à la complexité des réalités, il faut en relativiser la signification première et reconnaître la précarité des apparences qui les fait toujours sujettes à révision.

Une vingtaine de figures et de textes suffisent pour ouvrir une première piste d'investigation - l'emploi dans les services - et soulever de multiples interrogations adjacentes. Chaque figure mérite une lecture aussi attentive que le texte qui lui fait face. Chaque texte reprend l'essentiel d'une réflexion tout en faisant l'économie de développements inutiles. Le traitement des thèmes et des textes du présent essai a été réalisé avec la collaboration extérieure de A. MOREAU et M.A.FONTAINE, je les en remercie.

En rupture volontaire avec une présentation académique, il n'est pas fait état des séries et calculs qui alimentent ce travail. Il n'est pas davantage fait référence aux nombreux ouvrages, articles et études qui pourraient être cités. D'autres pistes de réflexion viendront ultérieurement compléter et enrichir cette première approche.

A.SEGHIN
Conseiller au Plan

Désaveuglement !

De grands auteurs ont commenté, chacun à leur façon les glissements qui s'opèrent au sein des secteurs économiques. Ils en ont démonté les ressorts et souligné la place dominante que s'approprie progressivement le secteur tertiaire.

Tant que ce discours relevait d'une vision générale des choses et ne bousculait pas la cuisine économique traditionnelle, la littérature scientifique et les textes politiques étaient très discrets sur les "services"... Aujourd'hui, sous la pression des faits, des écrits prolifèrent sur le sujet. Mais après en avoir parlé si peu, on en parle souvent mal tant cette imprégnation a modifié la réalité économique et sociale du haut en bas de la chaîne de son fonctionnement.

Au sommet, c'est la compétition feutrée. Par exemple, les discussions du GATT sur la libéralisation des services, dissimulent des enjeux considérables. Faute d'outils de connaissance et donc de clairvoyance, les gouvernements s'y sentent démunis et s'aperçoivent que le commerce international des invisibles nous prépare des réveils plus durs encore que celui des biens matériels.

Ailleurs, on s'évertue à rattraper le savoir perdu. Sous l'aiguillon du grand marché ou de la révolution télé-informatique, certaines branches du tertiaire font l'objet d'une curiosité subite. D'intéressantes monographies y sont consacrées. Mais une propension fâcheuse à l'amalgame tend à englober abusivement dans cette démarche inaboutie l'ensemble des activités de services et la diversité de leur nature.

Faute d'avoir articulé systématiquement la réflexion sur l'observation des mécanismes concrets de la création et du fonctionnement des services,on en vient assez rapidement à buter sur des positions de principe qui ne retiennent des vrais problèmes que la valeur symbolique de leurs épiphénomènes : on est "pour" ou "contre" les services en général, pour ou contre les services publics, pour ou contre la privatisation ou la dérégulation...

C'est évidemment sur le terrain de l'activité journalière que ces confusions sont le plus manifeste. Les esprits, encore très imprégnés d'une culture industrielle,ont peine à se départir à propos des services, d'une vague impression de futilité et les voient avant tout comme un facteur de dépenses. On est généralement loin de les considérer comme un facteur de développement économique.

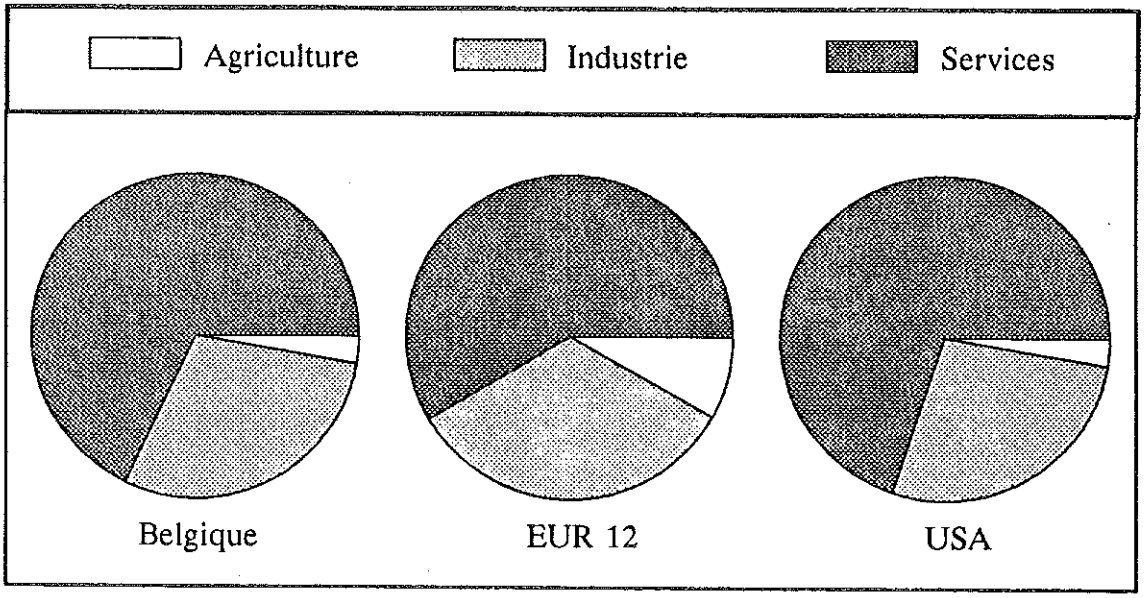
Le monde s'est transformé vite et profondément. Mais, pour reprendre une image souvent utilisée par Alfred SAUVY, tout se passe comme si, placés au milieu d'une chambre aux multiples portes, nous nous efforcions aveuglément d'enfoncer celles qui sont fermées, sans nous apercevoir que d'autres sont largement ouvertes.

Emploi civil par grand secteur d'activité en 1986 (%)

Pays	Agriculture	Industrie (*)	Services
Belgique	2.9	29.3	67.8
Danemark	6.2	26.9	66.8
RFA	5.3	40.9	53.7
Grèce	28.5	28.1	43.4
Espagne	16.1	32.1	51.8
France	7.3	31.3	61.3
Irlande	15.8	28.3	55.8
Italie	10.9	33.1	56.0
Luxembourg	4.0	33.0	63.1
Pays-Bas	4.8	26.8	68.4
Portugal	21.9	34.1	44.0
Royaume Uni	2.6	31.1	66.4
EUR 12	8.3	33.3	58.5
USA	3.1	27.7	69.3
Japon	8.5	34.5	57.1

(*) y compris le bâtiment

Source : Eurostat



AS(88)PCH*EUR*3

Un glissement généralisé

Durant les dernières décennies, le secteur des "services" (secteur tertiaire) a pris le pas, en importance et en évolution, sur les autres catégories d'activité. Ce phénomène est général pour tous les pays dits "avancés". Quelques chiffres officiels en témoignent sur la page ci-contre.

Mais la saisie des données dissimule autant les réalités qu'elle ne les révèle et le découpage entre secteurs est loin de présenter une parfaite homogénéité. Il s'ensuit la nécessité d'appréhender les statistiques dans leur "esprit" plutôt que dans leurs chiffres.

Chaque pays possède par exemple son organisation propre, en rapport avec sa culture et son histoire. On constate notamment que l'externalisation des services est plus poussée aux U.S.A qu'en Allemagne.

La ventilation des activités n'est pas non plus sans présenter certaines ambiguïtés : un consultant extérieur en marketing est classé dans la catégorie des "services". La même fonction exercée au sein d'une entreprise industrielle est assimilée à cette dernière. La tertiarisation de l'économie ne se révèle donc pas clairement dans les catégories statistiques.

Pourtant, il ne s'agit là que de nuances. *Le fait majeur est le développement "en soi" des activités de services.* Cette évolution procède de multiples facteurs : progrès technique, pouvoir d'achat, structure de consommation, évolution du goût des populations et des besoins des entreprises.

Le sens commun, y compris celui des milieux autorisés, donne paradoxalement à ces phénomènes une interprétation souvent sommaire. Le secteur tertiaire reste perçu comme une sorte de superstructure parasitaire venant se superposer aux autres secteurs dits "productifs".

L'hypothèse de travail qui consiste à considérer que la part grandissante des "services" correspond aujourd'hui à une transformation fondamentale, non seulement de l'économie, mais de la société toute entière, dans ses composantes technologique, culturelle et organisationnelle, donne à la présente étude le sens qui est le sien.

Dépasser le stade d'une démarche mécaniste des phénomènes, en faire *une lecture plus "biologique"*, plus intégrée, plus "systémique", résume notre propos. Pour mener à bien cette "enquête", en terrain à la fois vierge et encombré, force nous est de rechercher des pistes d'investigation qui s'écartent souvent des sentiers battus.

Répartition de la population active du Royaume en 1986

(Hommes et femmes, en milliers, au 30 juin)

A. Actifs occupés	**3729.3**
1. Emploi intérieur	3703.3
a. Salariés	3048.1
– Entreprises	2277.1
– Ménages (1)	92.6
– Etat	678.4
b. Non salariés	655.2
2. Solde de l'emploi frontalier	26.0
a. Frontaliers entrants	8.4
b. Frontaliers sortants	34.4
B. Actifs en chômage complet	**536.9**
1. Chômeurs complets indemnisés (2)	490.0
2. Chômeurs inscrits obligatoirement et inoccupés	30.7
3. Demandeurs libres inoccupés	16.2
C. Population active totale (A+B)	**4266.2**

(1) Emploi des domestiques et des gens de maison

(2) Y compris les actifs agés qui ne sont plus inscrits comme demandeurs d'emploi

Source : Bureau du Plan
Estimation établie sur base des chiffres globaux de la publication annuelle de population active du Ministère de l'Emploi et du Travail

AS(88)PCH*BPEMP*4

L'emploi comme indicateur

La vie économique et ses fluctuations se répercutent nécessairement sur l'emploi. Celui-ci constitue donc un "indicateur" intéressant des mutations en cours et des transformations à venir.

C'est d'ailleurs au sens quasi "policier" du terme qu'il faut interpréter ce mot "indicateur". Il est en effet bien opaque le secret des activités de services qui phagocytent progressivement la vie économique d'aujourd'hui, car l'extrême pauvreté statistique qui caractérise cette nouvelle donne, en limite considérablement les possibilités d'analyse.

Là où *les statistiques enregistrent la valeur ajoutée du plus petit secteur de l'agriculture ou de la branche "cuirs et peaux", elles laissent dans une vaste nébuleuse les "services divers"* qui totalisent 40% de la valeur ajoutée globale.

Heureusement les tendances lourdes submergent les imperfections statistiques. Elles permettent l'observation de certains mouvements et la mise en relation d'ordres de grandeur non dénués d'ambiguïtés mais qui n'en expriment pas moins certaines évidences.

La notion de "population active" est à ranger parmi ces ambiguïtés. Mi-observée, mi-conventionnelle, elle rassemble dans un tout faussement homogène des catégories qui sont certes en interdépendance, mais dont chacune possède sa logique d'évolution propre. Le tableau ci-contre reproduit la composition de la population active pour 1986 telle qu'établie par le Bureau du Plan.

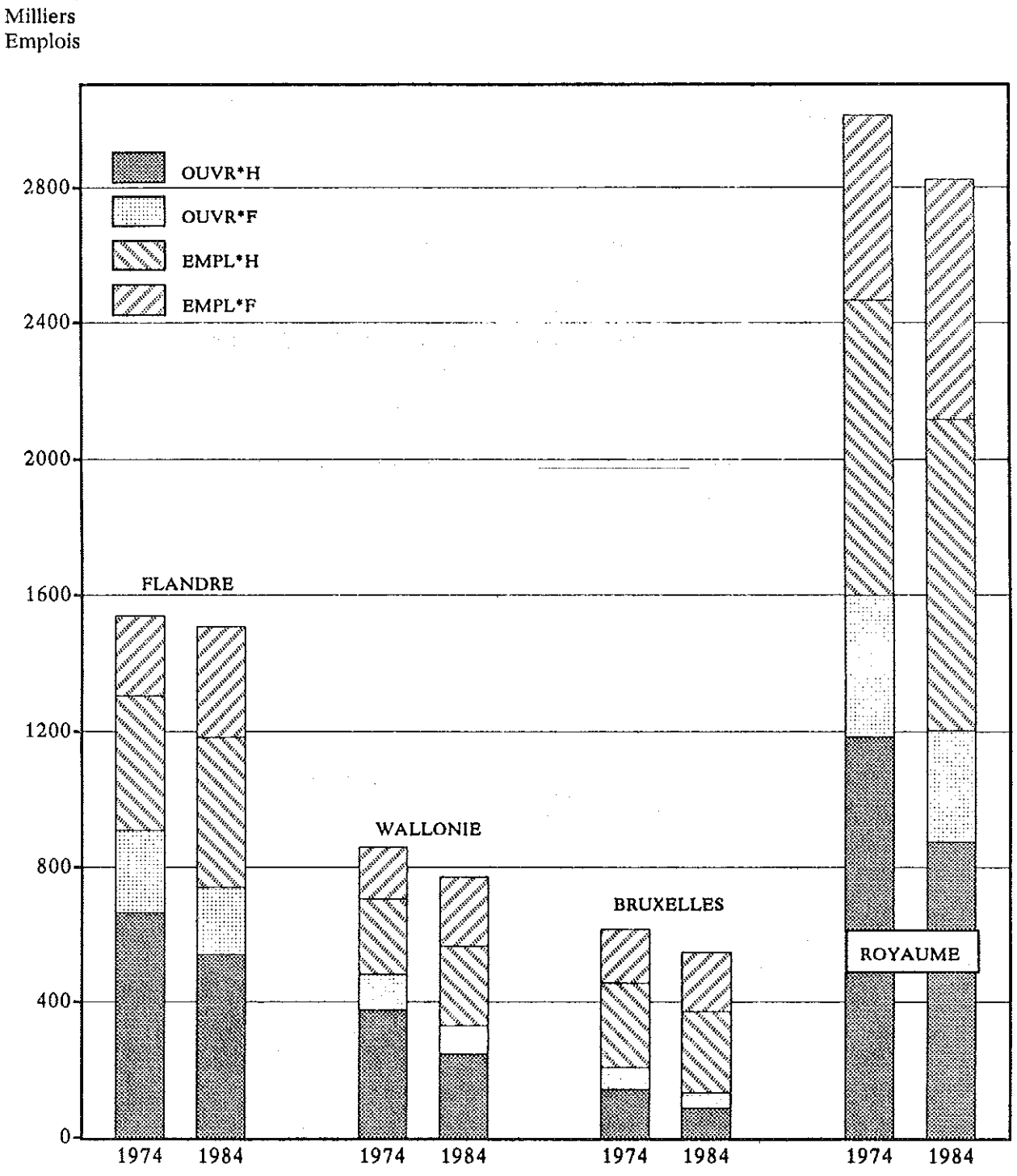
Au sein de cette population "active", la population "en activité" peut être raisonnablement représentée au moyen des chiffres annuels publiés par l'ONSS (Office National de Sécurité Sociale) et l'INASTI (idem pour les Travailleurs Indépendants). Leur fiabilité est satisfaisante pour l'usage que nous voulons en faire.

Les emplois répertoriés de la sorte le sont au lieu de travail ou, du moins, au lieu d'inscription. Rien ne permet de préciser s'ils sont full-time ou part-time, ni s'ils font double emploi avec d'autres. Mais recourir à d'autres sources d'information plus sophistiquées eut été difficile : les données du recensement de 1981 concernant la population active ne sont pas entièrement publiées.

Les observations qui vont suivre portent généralement sur une période de 10 ans qui s'étend de 1974 à 1984 (Le point en 1987 sera fait infra). Cette période a la particularité de faire office de "loupe" sur une décennie où les mouvements se sont accélérés et ont mis à jour des tendances qu'il est intéressant de décoder pour appréhender et comprendre la période qui vient.

Emploi ONSS (x 1000) en 1974 et 1984

Structure socio-professionelle par région, par statut et par sexe



*AS(86)PCH*STRU* 5

Ce que "cachent " les chiffres officiels

C'est en fait à l'occasion de chaque engagement de personnes que se met ponctuellement en place la "population active". Mais sur la centaine de milliers d'engagements par année dans le pays, les statistiques s'avèrent totalement muettes.

Il n'existe en Belgique aucun "observatoire" des entrées et des sorties qui pourrait constituer un excellent instrument de prévision et de pilotage professionnels. Certes, l'ONEM connaît par le menu les caractéristiques signalétiques de ses allocataires. Mais son intervention dans ces mouvements est d'ordre infinitésimal.

On sait pourtant que beaucoup de travailleurs licenciés de tels secteurs ont peine à accéder aux emplois d'autres secteurs, ce qui rend difficile la résorption des poches de chômage ou d'inemploi, soulève de graves problèmes de formation ou d'ajustement, entretient la coexistence de pénurie et de pléthore et génère des phénomènes de marginalisation temporaire ou chronique.

L'ONSS regroupe la plus grande partie de l'emploi et de la population active. Il publie chaque année les statistiques qui, sans rendre compte du turnover de la main-d'oeuvre, fournissent une photographie de la répartition des effectifs par secteur, par région et sous-région.

Mais de ces chiffres, on ne retient généralement que le total et l'on ne souligne pas assez combien *le solde général recouvre en fait de profonds changements dans les diverses composantes de la population active. Le discours économique traditionnel fait trop abstraction de ces changements.* Ce faisant, il laisse persister l'idée qu'une reprise économique aurait pour effet de restaurer une situation antérieure...

Il y a des secteurs dont l'effectif de travailleurs a été fortement réduit. D'autres secteurs ont par contre augmenté. D'importantes mutations se sont en outre opérées entre les travailleurs de statut employé et ouvrier et entre les travailleurs masculins et féminins.

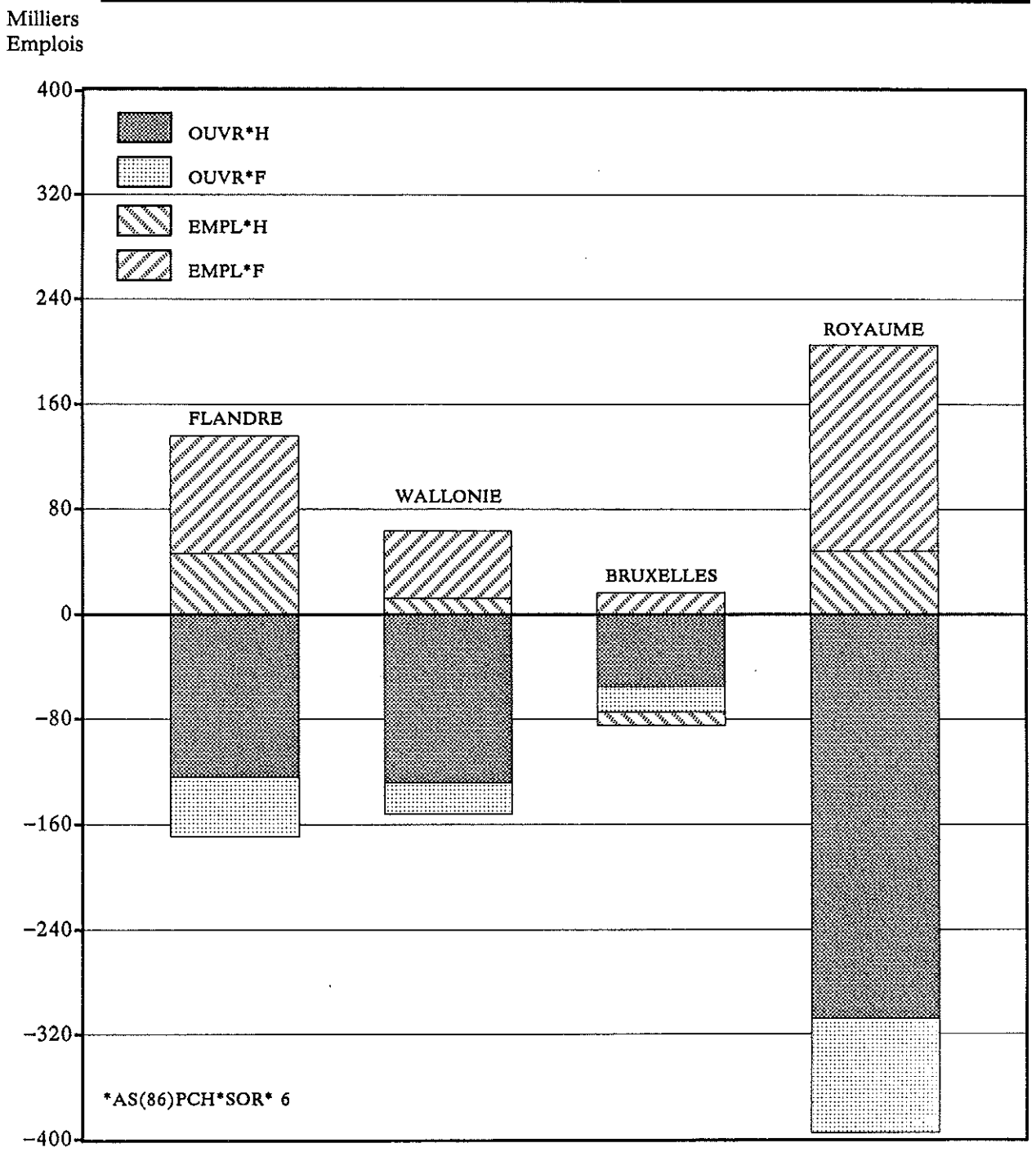
Si , durant la période prise en considération, le nombre de chômeurs est passé de 150.000 à 500.000 unités, il ne faut pas en incriminer uniquement le nombre de postes de travail puisque, en ce qui concerne l'emploi ONSS, il ne s'est réduit que de 190.000 unités. Bien d'autres facteurs sont intervenus pour expliquer ce phénomène : la population active s'est accrue, donc le nombre de demandeurs d'emploi et de profondes mutations internes ont bousculé les entrées comme les sorties.

La figure ci-contre illustre la répartition en 1974 et 1984 des catégories de travailleurs évoquées ci-avant : employés masculins et féminins, ouvriers masculins et féminins selon leur région d'affectation.

Emploi ONSS (x 1000)

Différence : 1984 – 1974

Gains et pertes par région, par statut et par sexe



Ouvriers, employés, des sorts différents

Pour l'ensemble du royaume, entre 1974 et 1984, on enregistre une perte de 190.000 emplois. Mais cette perte résulte d'*une diminution de près de 400.000 ouvriers et d'un gain de quelque 200.000 employés.*

De la même façon, le solde de 190.000 emplois provient d'une réduction de 260.000 hommes et d'une augmentation de 69.000 femmes. Mais la disparition de 308.000 ouvriers n'est compensée que par 48.000 employés, tandis que la réduction de 88.000 ouvrières est contrebalancée par une augmentation de 157.000 employées.

Les emplois de statut ouvrier des deux sexes sont donc ceux qui paient le plus lourd tribut à la réduction d'emplois. Il s'agit là d'un phénomène sociologique significatif qui se produit à l'intérieur de la variation globale de l'emploi.

On verra plus loin qu'un tel solde résulte de différences encore plus grandes lorsque l'on procède à l'analyse des emplois par secteurs. Les deux phénomènes se cumulent et se conjuguent.

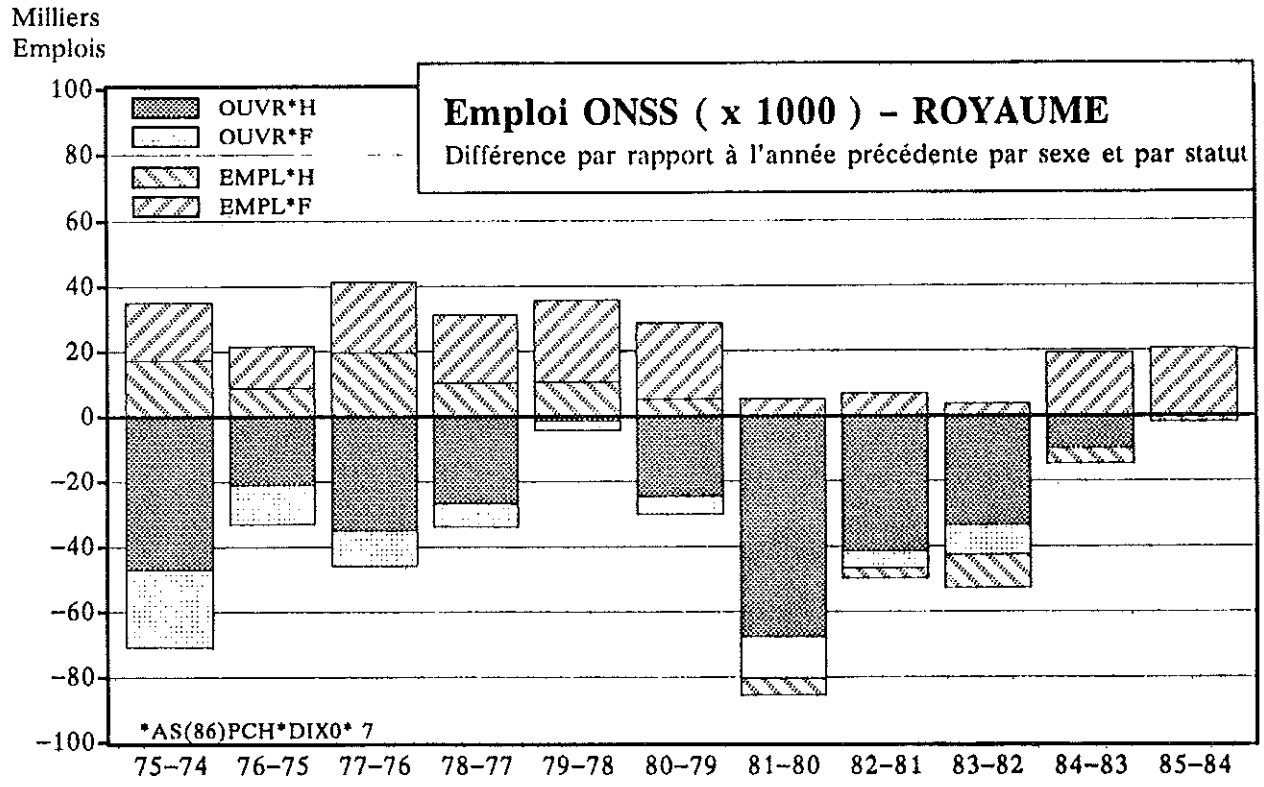
Les tendances observées sont-elles similaires dans chacune des régions ?

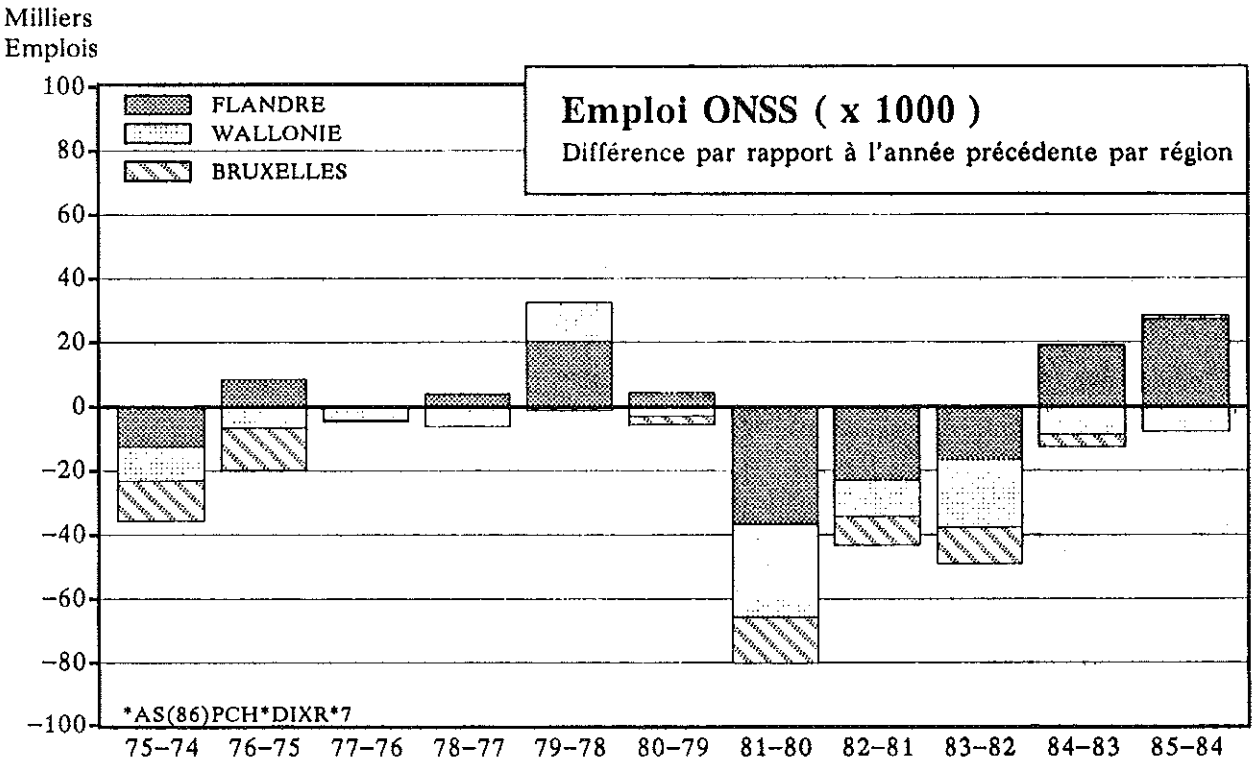
- Les pertes d'emplois ouvriers masculins sont du même ordre de grandeur en Flandre et en Wallonie (+ ou - 125.000 unités) . Elles sont plus importantes en Flandre qu'en Wallonie pour la catégorie des femmes ouvrières :
  Flandre -45.000, Wallonie -24.000.

- L'augmentation du nombre d'employés est également partagée par les deux régions. Mais la région flamande en a produit 136.000 tandis que la Wallonie en produisait la moitié sur le même temps (64.000) . Dans les deux cas, les femmes sont largement majoritaires.

- C'est à Bruxelles que le rapport gains employés/perte ouvriers est le plus faible. Bruxelles perd 85.000 emplois ouvriers, ouvrières et employés masculins. Il n'enregistre un solde positif que dans la catégorie des femmes employées (+ 16.500).

La figure ci-contre illustre graphiquement ces évolutions. Elles sont exprimées en chiffres absolus et la ligne de base distingue les gains des pertes. Mais quel est le profil de cette évolution au cours du temps ?


Milliers
Emplois
Emploi ONSS (x 1000) - ROYAUME
Différence par rapport à l'année précédente par sexe et par statut
OUVR*H
OUVR*F
EMPL*H
EMPL*F
100
80
60
40
20
0
-20
-40
-60
-80
-100
*AS(86)PCH*DIX0* 7
75-74
76-75
77-76
78-77
79-78
80-79
81-80
82-81
83-82
84-83
85-84


Milliers
Emplois
Emploi ONSS (x 1000)
Différence par rapport à l'année précédente par région
FLANDRE
WALLONIE
BRUXELLES
100
80
60
40
20
0
-20
-40
-60
-80
-100
*AS(86)PCH*DIXR*7
75-74
76-75
77-76
78-77
79-78
80-79
81-80
82-81
83-82
84-83
85-84

La crise : un révélateur

La première figure ci-contre illustre l'évolution des catégories d'emplois d'une année sur l'autre entre 1974 et 1985.

Les années 1975 à 1978 présentent une diminution constante des ouvriers, compensée par une augmentation d'employés masculins et féminins. Le passage 1978 à 1979 est une année charnière qui voit l'arrêt des pertes d'ouvriers et la poursuite de création d'emplois employés.

Les premières années de récession de 1980 enregistrent à nouveau une perte importante d'ouvriers confirmée par une légère diminution d'employés masculins et une faible croissance du personnel employé féminin. 1984 et 1985 amorcent au niveau du royaume une stabilisation de l'emploi ouvrier et une re-création d'emplois féminins employés.

Le glissement des emplois manuels vers des emplois intellectuels est donc une constante dont le rythme de progression est influencé par l'état général de la situation économique.

La seconde figure illustre l'évolution d'une année sur l'autre de l'emploi dans les trois régions.

Face à la conjoncture, on peut constater que les trois régions ont des comportements assez semblables. Les effectifs diminuent ou augmentent presque parallèlement. La différence un peu marquante est que la Wallonie tarde à repasser le niveau zéro en 1984-1985, alors qu'elle avait enregistré un solde positif comme en Flandre en 1979.

Depuis 1984, la Flandre recrée des emplois dans toutes les catégories socio-professionnelles. Bruxelles connaît un solde positif depuis 1985 grâce aux femmes employées. La Wallonie connaît encore un solde annuel négatif en raison d'une perte d'ouvriers de près de 10.000 unités et ce, malgré une augmentation de femmes employées de plus de 4.000 unités.

Il est à remarquer que pour l'emploi féminin, la crise économique a été de courte durée. Après un léger tassement de 1974 à 1977, le nombre des femmes occupées s'est remis à croître. En excluant les CST, TCT et les stagiaires, *l'emploi féminin total a augmenté entre 1977 et 1984 de quelque 4.500 unités en Flandre et de près de 2.000 unités en Wallonie chaque année.*

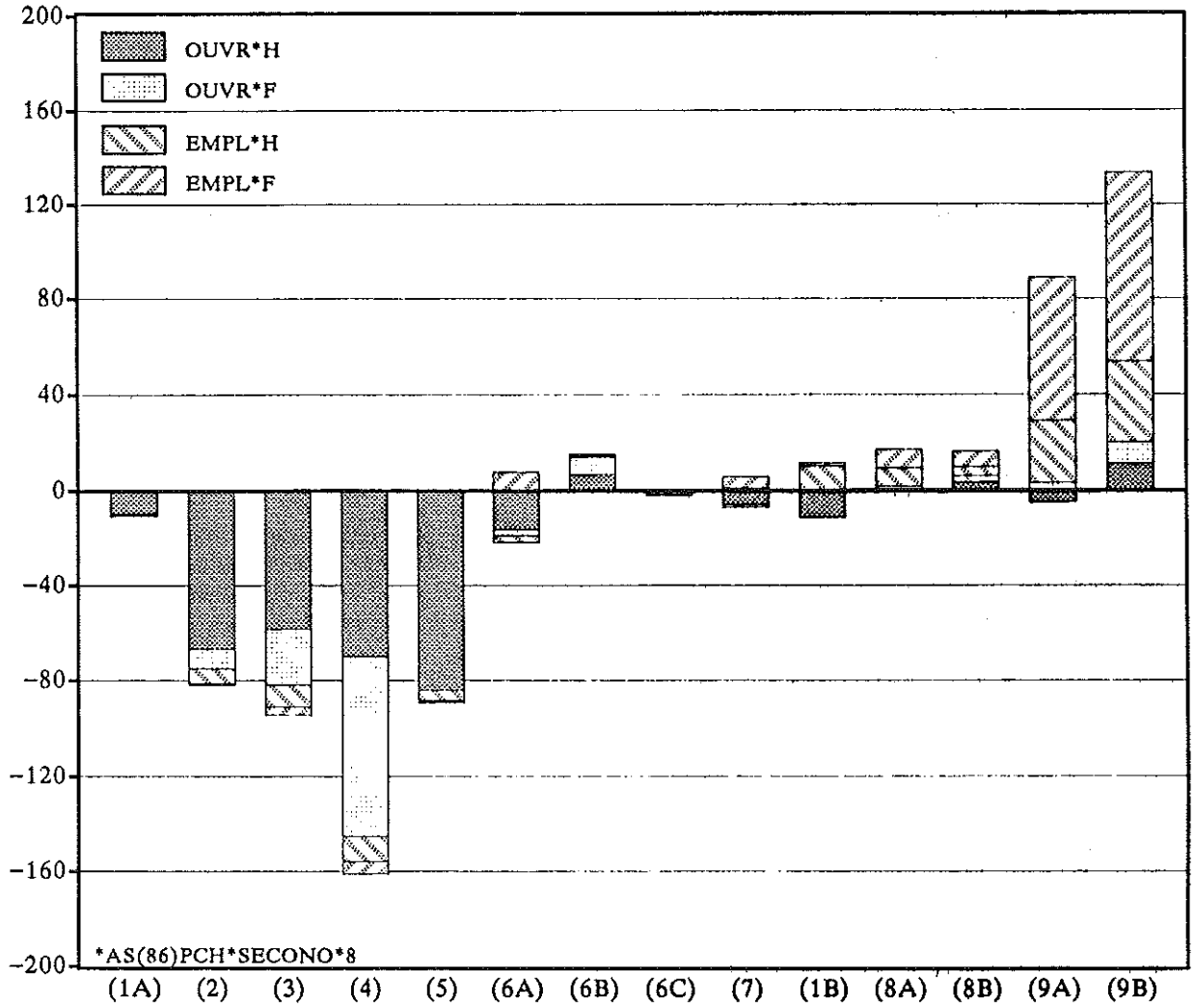
Cet accroissement est uniquement dû aux employées puisque durant toutes les périodes, le nombre d'ouvrières a poursuivi sa décroissance régulière tant en Flandre qu'en Wallonie.

Emploi ONSS (x 1000)

Différence : 1984–1974

Repartition par secteur, par sexe et par statut

Milliers
Emplois



1A	Combustibles solides et cokeries, raffinage pétrole
2	Extraction et transformation de minéraux non énergétioques et produits dérivés. Industrie chimique
3	Industrie transformatrice des métaux. Mécanique de précision
4	Autres industries manufacturières
5	Bâtiment et génie civil
6A	Commerce
6B	Restauration et hébergement
6C	Réparation
7	Transports et communications
1B	Electricité, gaz, chaleur, eau
8A	Institutions de crédit - assurances
8B	Services fournis aux entreprises - location
9A	Autres services : services publics et autres, enseignement
9B	Autres services : divers

La mutation des secteurs

La figure ci-contre illustre les augmentations et diminutions enregistrées par les différents sous-secteurs économiques entre 1974 et 1984 et les glissements qui se sont opérés dans le statut social de ces emplois pour l'ensemble du Royaume. La subdivision de l'ONSS par classes d'activités économiques est assez sommaire, mais suffit à l'usage que nous voulons en faire ici. De légers réaménagements y ont été apportés pour correspondre à l'esprit des grands secteurs.

Sous l'angle des secteurs, le solde négatif de 190.000 unités d'emplois déjà cité supra résulte du double mouvement suivant : 450.000 unités sont perdues dans les secteurs en décroissance, 260.000 emplois sont créés dans les secteurs en croissance.

Les secteurs ont en effet subi très différemment l'impact de cette évolution et notamment de la crise mondiale intervenue durant cette période. Ce sont les secteurs industriels et de la construction qui ont accusé les pertes les plus importantes.

Sept autres secteurs relevant essentiellement des "services marchands" sont restés stables ou ont connu une légère augmentation pendant que les services publics et l'enseignement et surtout les "autres services" enregistraient une hausse importante des effectifs.

La superposition sur le même graphique des transformations sectorielles et des statuts socio-professionnels fait apparaître que *les pertes enregistrées dans les branches du secteur secondaire coïncident quasi intégralement avec des emplois ouvriers (hommes ou femmes) alors que les gains dans les branches de services sont le fait d'employés surtout de sexe féminin.*

Cette coïncidence est tellement flagrante que *d'une certaine façon, l'évolution des statuts reflète l'évolution des secteurs.* On mesure par là, combien les transformations en cours sont profondes et irréversibles et posent aujourd'hui comme pour l'avenir d'importants problèmes économiques et sociologiques, c'est-à-dire des problèmes de "société".

L'interchangeabilité limitée des personnes au gré de la création et de la destruction des postes de travail soulève d'épineux problèmes méthodologiques concernant tout exercice de prévision et fait pressentir la complexité des politiques qui devraient s'y rapporter.

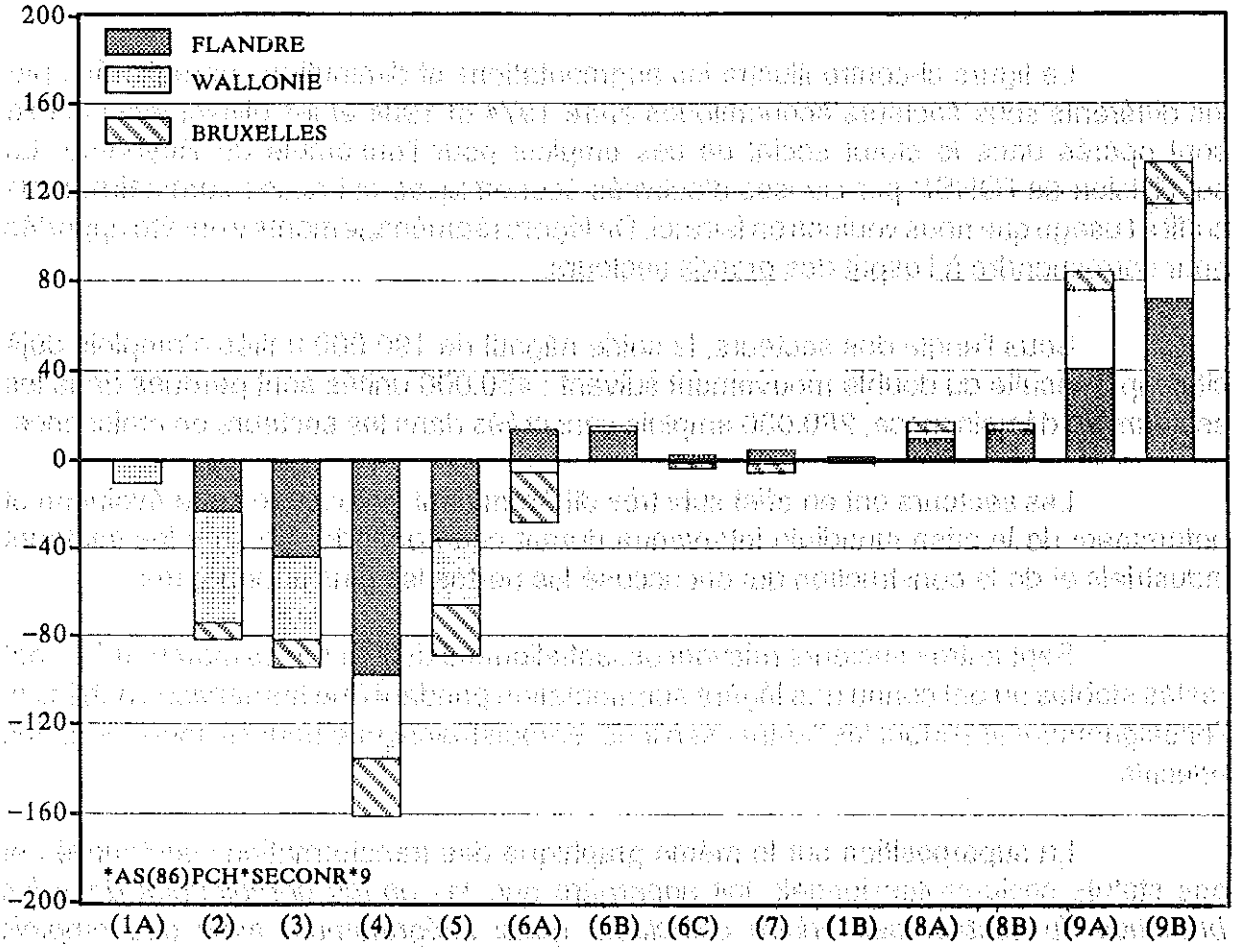
La dimension régionale ajoute-t-elle à ces observations une variable supplémentaire ?

Emploi ONSS (x 1000)

Différence : 1984-1974

Repartition par secteur et par région

Milliers
Emplois



1A	Combustibles solides et cokeries, raffinage pétrole
2	Extraction et transformation de minéraux non énergétioques et produits dérivés. Industrie chimique
3	Industrie transformatrice des métaux. Mécanique de précision
4	Autres industries manufacturières
5	Bâtiment et génie civil
6A	Commerce
6B	Restauration et hébergement
6C	Réparation
7	Transports et communications
1B	Electricité, gaz, chaleur, eau
8A	Institutions de crédit - assurances
8B	Services fournis aux entreprises - location
9A	Autres services : services publics et autres, enseignement
9B	Autres services : divers

Régions : divergences ou convergences ?

Un coup d'oeil immédiat à la figure ci-contre suffit pour considérer qu'en gros, les secteurs ont évolué de la même façon dans les trois régions du pays. Un regard plus exigeant relève certaines différences.

En ce qui concerne les secteurs en régression d'emploi : en Wallonie, il y en a 9, qui représentent une perte totale de 175.000 travailleurs. En Flandre, il n'y a que 5 secteurs en régression, mais ils totalisent une perte de 200.000 travailleurs.

En ce qui concerne les secteurs en progression d'emplois : on en compte 6 en Wallonie et le gain total est de 87.000 travailleurs. La Flandre compte 10 secteurs en progression dont le solde positif total est de 170.000 travailleurs.

La région bruxelloise présente un profil plus proche de la région wallonne que de la région flamande. Elle n'enregistre que 3 secteurs en croissance qui totalisent 23.000 travailleurs. Mais elle connaît une perte de 100.000 personnes dans les 11 secteurs où elle régresse.

Aux deux extrémités de la série des secteurs, les évolutions sont convergentes dans les trois régions. Les activités agricoles, industrielles et de la construction présentent des soldes négatifs importants; les services publics, l'enseignement et surtout les autres services présentent des soldes positifs.

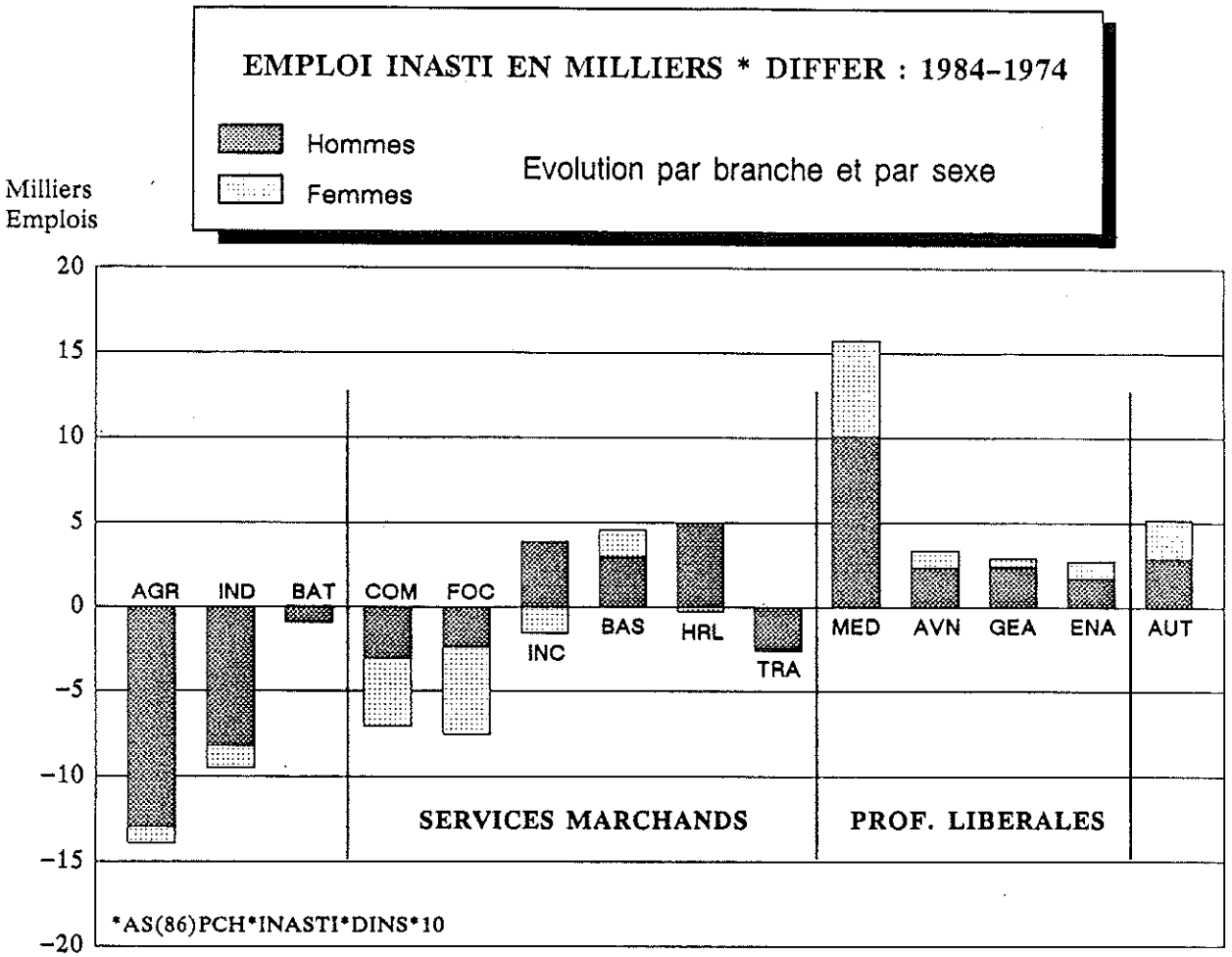
En ce qui concerne les rubriques intermédiaires qui couvrent essentiellement les activités de "services marchands" (commerce, Horeca, crédit, assurance, entretien, réparation, services aux entreprises...), les évolutions sont plus divergentes. Elles sont généralement positives en Flandre, mais présentent des soldes négatifs ou nuls en Wallonie et surtout à Bruxelles.

Il faut en déduire qu'à l'intérieur d'une logique identique, certains facteurs spécifiques sous-tendent des évolutions quelque peu différentes.

Les tendances observées dans le domaine de l'emploi se projettent sur le nombre d'établissements répertoriés par l'ONSS. L'emploi ne se crée et ne se développe, en effet, qu'au travers des entreprises et des organisations.

Au total, le solde des établissements est positif pour la Flandre et négatif pour les deux autres régions. Cette situation s'explique par le fait que la Flandre totalise plus de 80% de la croissance du nombre des établissements du "secteur marchand" notamment dans le commerce et la restauration.

Pour le reste, le nombre d'établissements diminue parallèlement à l'emploi dans les secteurs primaire, secondaire et de la construction. Quant au secteur public, para-public et de l'enseignement qui voit son emploi considérablement augmenté, il enregistre apparemment une diminution du nombre de ses établissements sous l'effet probable de modifications administratives ou structurelles.



AGR	Agriculture, sylviculture, pêche
IND	Secteur secondaire
BAT	Bâtiment
COM	Commerce
FOC	Forains, colporteurs
INC	Intermédiaires commerciaux
BAS	Banques, assurances
HRL	HORECA, logements
TRA	Transports
MED	Branche médicale et paramédicale
AVN	Avocats, notaires
GEA	Géomètres, architectes
ENA	Enseignement, arts, autres prof. libérales
AUT	Autres services divers

Les indépendants suivent-ils le mouvement ?

A l'instar de l'ONSS, l'INASTI publie chaque année la ventilation de ses ressortissants. Pour serrer au plus près la population réellement active et éviter les doubles comptages, les indépendants à titre accessoire et les administrateurs n'ont pas été pris en considération.

La population indépendante calculée de la sorte représentait 490.000 unités en 1974 et 458.000 en 1984 soit une diminution de 32.000 unités entre ces deux dates. La figure ci-contre illustre les augmentations et diminutions enregistrées par les différentes branches des professions indépendantes et libérales entre 1974 et 1984.

Pour l'essentiel, les mouvements enregistrés durant cette période sont homogènes d'une région à une autre et témoignent , à des nuances près, de transformations identiques : *les indépendants aussi se tertiarisent.*

Comme pour l'emploi ONSS, les travailleurs indépendants des secteurs agricole et industriel sont en régression (-22.000) au total. Sans doute s'agit-il dans cette dernière catégorie, d'artisans plus que d'industriels que l'on pourrait ranger indifféremment dans les activités de services.

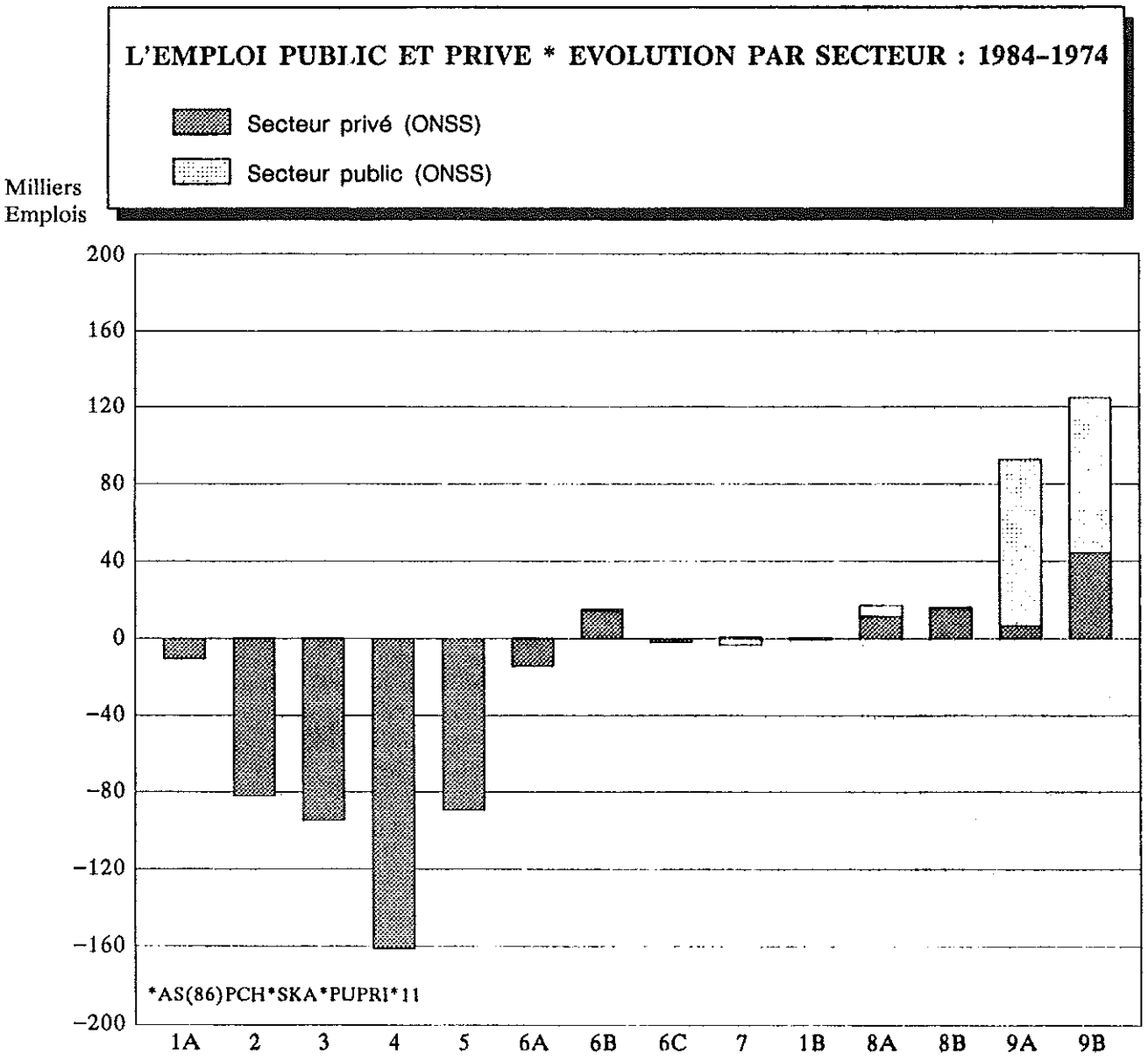
Assez paradoxalement, le secteur de la construction ne faiblit que très modérément au milieu d'une véritable débâcle du secteur. Le marché des particuliers et de l'entretien est resté soutenu. Il fait davantage appel aux artisans qu'aux grandes entreprises de génie civil.

Les commerçants indépendants sont en repli. Cette tendance se manifeste même en Flandre où les emplois ONSS sont en croissance dans ce secteur. La réduction des forains et ambulants se manifeste surtout en Flandre qui connaît par contre une augmentation du nombre de courtiers indépendants et s'approprie la plus grande partie des nouveaux emplois de restaurateurs (près de 15.000) .

Au sein de l'augmentation des professions libérales (près de 25.000), ce sont évidemment les métiers médicaux et para-médicaux qui s'approprient les plus fortes croissances dans les trois régions (+ 15.000 dont 36% de femmes) .

Cette évolution n'est pas propre à la Belgique et n'est pas arrivée à son terme. Elle exprime en tout cas *la propension croissante de la population à recourir aux soins médicaux et de mieux-être et montre combien ses choix, la structure de ses besoins, de ses goûts et de sa consommation se répercutent sur l'emploi.*

L'EMPLOI PUBLIC ET PRIVE * EVOLUTION PAR SECTEUR : 1984-1974



1A	Combustibles solides et cokeries, raffinage pétrole
2	Extraction et transformation de minéraux non énergétioques et produits dérivés. Industrie chimique
3	Industrie transformatrice des métaux. Mécanique de précision
4	Autres industries manufacturières
5	Bâtiment et génie civil
6A	Commerce
6B	Restauration et hébergement
6C	Réparation
7	Transports et communications
1B	Electricité, gaz, chaleur, eau
8A	Institutions de crédit - assurances
8B	Services fournis aux entreprises - location
9A	Autres services : services publics et autres, enseignement
9B	Autres services : divers

Public, privé ... même combat ?

Les données chiffrées disponibles font généralement état d'une distinction statistique entre les activités ressortissant au secteur dit "public" et au secteur dit "privé". La figure ci-contre illustre, par grands secteurs, l'évolution des emplois publics et privés entre 1974 et 1984.

On sait que dans les secteurs industriels et les secteurs des services marchands, les emplois dits "publics" sont quasi inexistants, à l'exception d'une présence limitée dans les secteurs de crédit et des transports. *C'est donc l'emploi privé qui a subi le choc de la réduction d'emplois dans les secteurs en décroissance.*

Là où dans les services marchands, les emplois publics sont représentés, ils évoluent de la même façon que les emplois privés. Ils sont en stagnation dans les transports et communications et en augmentation moyenne dans le secteur du crédit et de l'assurance.

Les emplois publics sont également en augmentation moyenne dans le secteur de l'administration (+ 15%) et dans l'enseignement (+ 16%). Cette catégorie regroupe d'ailleurs le personnel de l'enseignement public et non public subventionné.

Mais c'est dans les "autres services" que se sont manifestées les augmentations d'emploi les plus fortes. Dans le domaine de la santé, le secteur public a crû de 67% et le secteur privé de 47%. Quant aux services contribuant à l'environnement social, ils augmentent de 68% dans le secteur public et de 75% dans le secteur privé. Il serait donc absurde de n'évaluer le mouvement des emplois publics et privés qu'en référence à leur statut plutôt qu'à leur fonction.

La statistique n'est le plus souvent que l'apparence d'une apparence. L'apparition *de nouveaux services procède en fait, de la contribution, tantôt publique, tantôt privée, à l'émergence de nouvelles fonctions que l'organisation de la société, l'évolution des besoins et leur socialisation rendent possibles ou indispensables.*

Dire que l'efficience des réponses apportées à ces nouveaux besoins est appropriée aux attentes et qu'elles sont assurées aux coûts les plus sages pour les intéressés comme pour la collectivité, relève d'un tout autre débat. Seule une mise en perspective plus fonctionnelle que normative, est à même de clarifier cette assertion.

LES MUTATIONS DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

EMPLOI EN MILLIERS (ONSS + INASTI)

1974	ROY	FLA	WAL	BRU
AGRICULTURE	90.1	58.1	31.3	0.8
INDUSTRIE	1204.4	718.1	363.4	122.9
BATIMENT	277.5	146.1	87.7	43.7
TERTIAIRE	1930.8	898.4	531.6	500.7
TOTAL	3502.8	1820.7	1013.9	668.1
SERV.MARCHAN	982.8	459.7	238.5	284.5
COMMERCE	462.8	227.9	122.1	112.8
HORECA, LOG.	68.2	31.4	19.7	17.1
REPAR, TRANS	234.7	126.7	58.2	49.8
BANQUE, ASSU	109.5	34.3	15.7	59.5
SERV.ENTREPR	107.6	39.4	22.9	45.3
ADMIN.ENSEIG	549.6	247.7	170.0	131.9
SERV.DIVERS	314.9	147.7	95.2	72.1

1984	ROY	FLA	WAL	BRU
AGRICULTURE	75.8	49.2	26.0	0.6
INDUSTRIE	846.8	547.9	224.2	74.7
BATIMENT	187.2	109.2	58.2	19.9
TERTIAIRE	2170.5	1068.9	604.4	497.3
TOTAL	3280.4	1775.1	912.7	592.6
SERV.MARCHAN	1007.5	514.5	236.9	256.1
COMMERCE	433.8	233.1	112.6	88.1
HORECA, LOG.	88.1	48.4	22.6	17.2
REPAR, TRANS	228.6	131.8	54.5	42.4
BANQUE, ASSU	131.0	47.5	19.8	63.7
SERV.ENTREPR	126.0	53.9	27.4	44.7
ADMIN.ENSEIG	635.6	289.9	205.4	140.3
SERV.DIVERS	476.0	236.8	146.1	93.0

EVOLUTION : 1984 - 1974

	ROYAUME	FLANDRE	WALLONIE	BRUXELLES
AGRICULTURE	-14.4	-8.9	-5.3	-0.2
INDUSTRIE	-357.6	-170.2	-139.2	-48.2
BATIMENT	-90.3	-37.0	-29.5	-23.8
TERTIAIRE	239.8	170.5	72.7	-3.4
TOTAL	-222.4	-45.6	-101.3	-75.5
SERV.MARCHAN	24.7	54.8	-1.6	-28.4
COMMERCE	-29.0	5.2	-9.5	-24.7
HORECA, LOG.	19.9	16.9	2.9	0.0
REPAR, TRANS	-6.1	5.1	-3.7	-7.4
BANQUE, ASSU	21.5	13.1	4.1	4.3
SERV.ENTREPR	18.4	14.5	4.5	-0.5
ADMIN.ENSEIG	86.0	42.1	35.5	8.4
SERV.DIVERS	161.0	89.1	51.0	21.0

*AS(87)PCH*SALIND*12

Un nouveau paysage

En cumulant les emplois assujettis et les emplois indépendants, il est possible de dégager une sorte de "matrice" indicative de l'emploi global et d'en observer, par catégorie d'activités, la répartition et l'évolution.

Le premier des tableaux ci-contre représente par région les effectifs des grands secteurs économiques ainsi que ceux des principales composantes des services pour 1974 et 1984. Le second tableau enregistre les évolutions.

Pour l'ensemble du Royaume, en 1984, le secteur tertiaire représente deux emplois sur trois. Par influence cumulée de la croissance des services et des pertes d'emplois dans les autres secteurs,*il en arrive à totaliser les deux tiers de la population active occupée.* L'industrie a perdu 30% de ses emplois (-357.500) et les services en ont gagné 12% (+239.800).

En Flandre, l'industrie a perdu 24% de ses emplois (-170.200); elle en a gagné 19% dans les services (+170.500). La représentation respective de ces deux secteurs s'établit de la sorte à 31% et 60% en 1984.

En Wallonie, l'industrie a perdu 38% de ses emplois (-140.000) et en a gagné 14% dans les services (+72.700). La représentation respective des secteurs est dès lors de 25% et de 66%.

A Bruxelles, l'industrie a également perdu 39% de ses emplois (-48.100). Mais les services ont également perdu 1% des leurs (-3.400). La représentation des services dans la capitale, déjà très importante précédemment, s'élève en 1984 à 84% de la population active.

Un mouvement d'une extrême puissance et d'une grande généralité a donc influencé la période considérée. *De profondes mutations ont modelé un nouveau paysage socio-économique.* Mais le relief de ce paysage s'est différencié d'une région à une autre.

La politique économique en général et la politique industrielle en particulier sont restées imprégnées du schéma classique "investissement-production-emploi". Elles ont fait l'objet d'une grande sollicitude mais il s'en est suivi le repli que l'on sait. Les activités de services sont, par nature, plus étrangères à ce schéma productiviste. Elles ont évolué dans un contexte de "quasi non-politique", et se sont pourtant approprié les deux tiers de l'emploi et de la valeur ajoutée.

MUTATION PAR REGION * 1984 - 1974 * POPULATION, EMPLOI

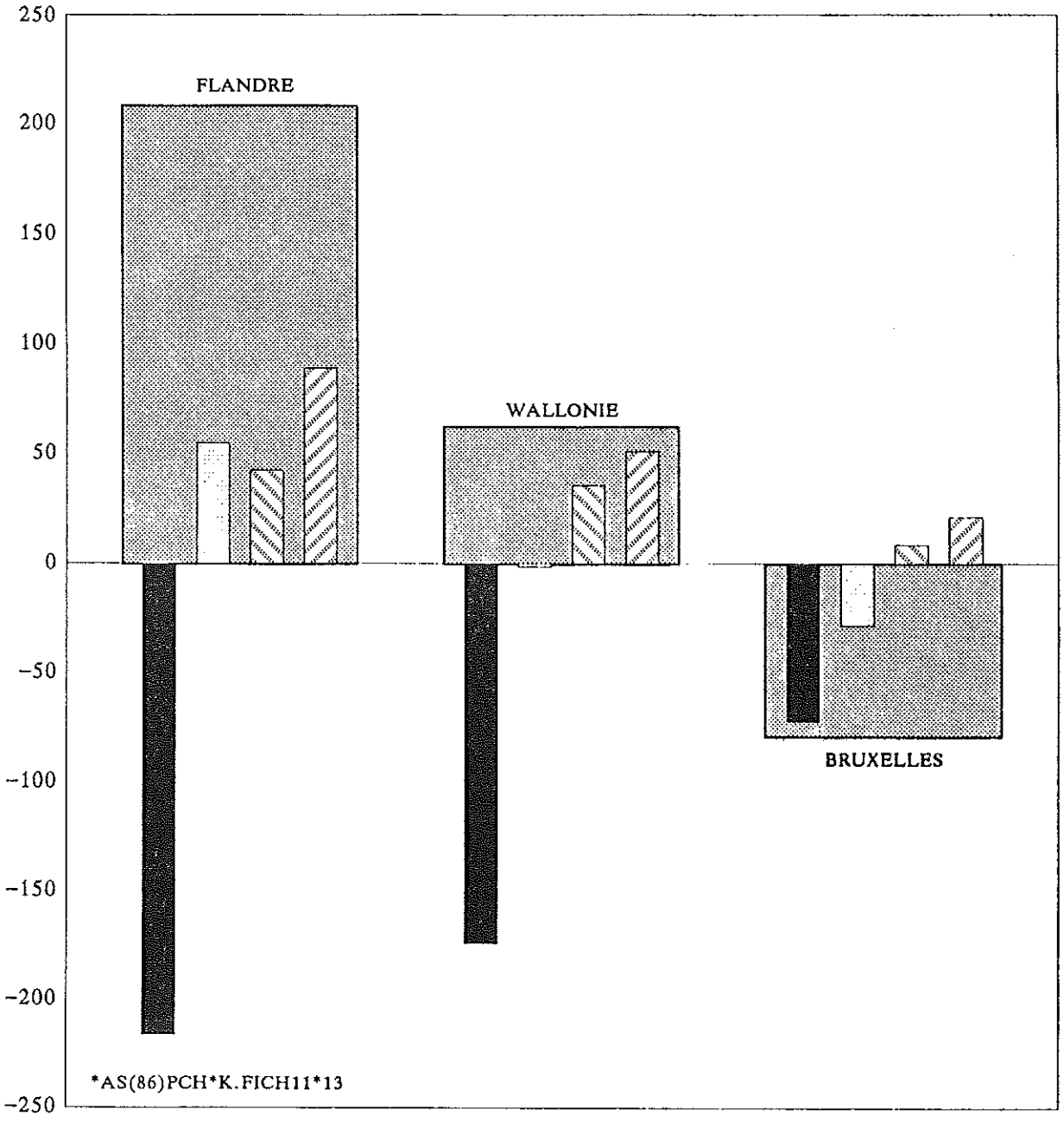
AGR + IND + CONSTR

ADMIN. ENSEIGNEMENT

SERV. MARCHANDS

AUTRES SERVICES

ECART DE POPULATION (81 - 71)



En matière de services qui fait la loi ?

La figure ci-contre est révélatrice d'une dimension importante. En toile de fond, on observe l'évolution sur dix ans et en chiffres absolus du nombre d'habitants des trois régions et, à l'avant-plan, l'évolution sur la même échelle des grands secteurs de l'économie.

Le premier bâtonnet de chaque graphique indique pour mémoire les pertes enregistrées entre 1974 et 1984 dans les secteurs industriel et de la construction.

Les trois autres bâtonnets correspondent aux trois groupes de services déjà évoqués précédemment :

- les services dits "marchands" sont presque exclusivement privés. Ils sont soumis aux lois du marché et de la productivité (commerce, réparation, crédit, assurances, services aux entreprises, etc).

- les services "publics" et "l'enseignement" sont presque exclusivement publics. Ils sont le reflet d'une certaine organisation de la société. Ils sont également liés à une histoire, à une culture et sont, à l'inverse des précédents, liés au "fait du prince", c'est-à-dire au pouvoir politique à ses différents niveaux. Ils sont alimentés par l'impôt.

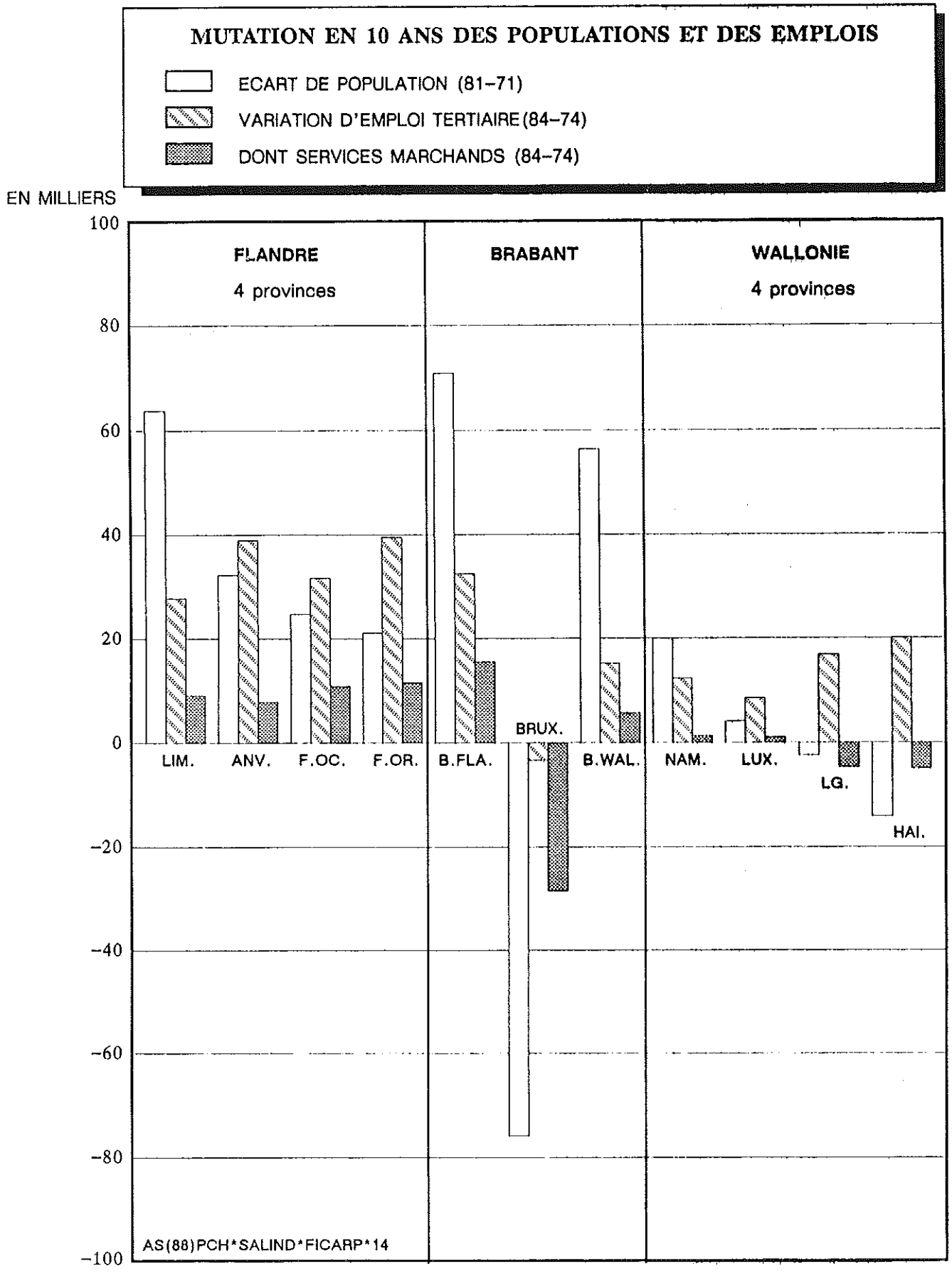
- les "autres services" sont mi-publics, mi-privés. Ils sont orientés vers la satisfaction des besoins de conseil, d'aides, de promotion dans les domaines sociaux, médicaux, culturels ou autres. Ils sont concurrentiels dans certains cas et sont très souvent supportés par la voie de l'impôt et de la solidarité.

Les "services publics" et surtout les "autres services" sont en croissance dans les trois régions quoique dans des proportions différentes. Mais l'évolution des "services marchands" présente d'une région à l'autre des mouvements différents. En croissance dans la région flamande, ils sont stagnants en Wallonie et en diminution à Bruxelles.

Si la Flandre a gagné dans "les services marchands" plus de deux fois le nombre d'emplois que Bruxelles et la Wallonie réunis n'en ont perdu, c'est que la croissance de sa population a été plus que proportionnelle au gain de productivité de ce secteur.

L'évolution positive ou négative du nombre d'habitants, donc son volume de consommation et la structure de celle-ci, influence directement l'importance et la structure des services, de même que l'emploi qui y est affecté.

MUTATION EN 10 ANS DES POPULATIONS ET DES EMPLOIS



La rivière et ses ruisseaux

Au départ des observations précédentes, il est intéressant de vérifier si les constatations dégagées du traitement des chiffres nationaux et régionaux sont applicables à des unités géographiques plus restreintes.

La figure ci-contre illustre l'évolution que les provinces ont enregistrée entre 1974 et 1984 sur le triple plan de la "population", des emplois de "services en général" et des emplois générés par les "services marchands".

Dans chacune des provinces flamandes, la population a connu un mouvement de croissance. Dans chacune de ces provinces, l'emploi tertiaire s'est accru significativement. Dans chacune d'entre elles, la partie "marchande" de ces services présente un solde positif dont l'importance est fonction de paramètres spécifiques qui seront examinés ultérieurement.

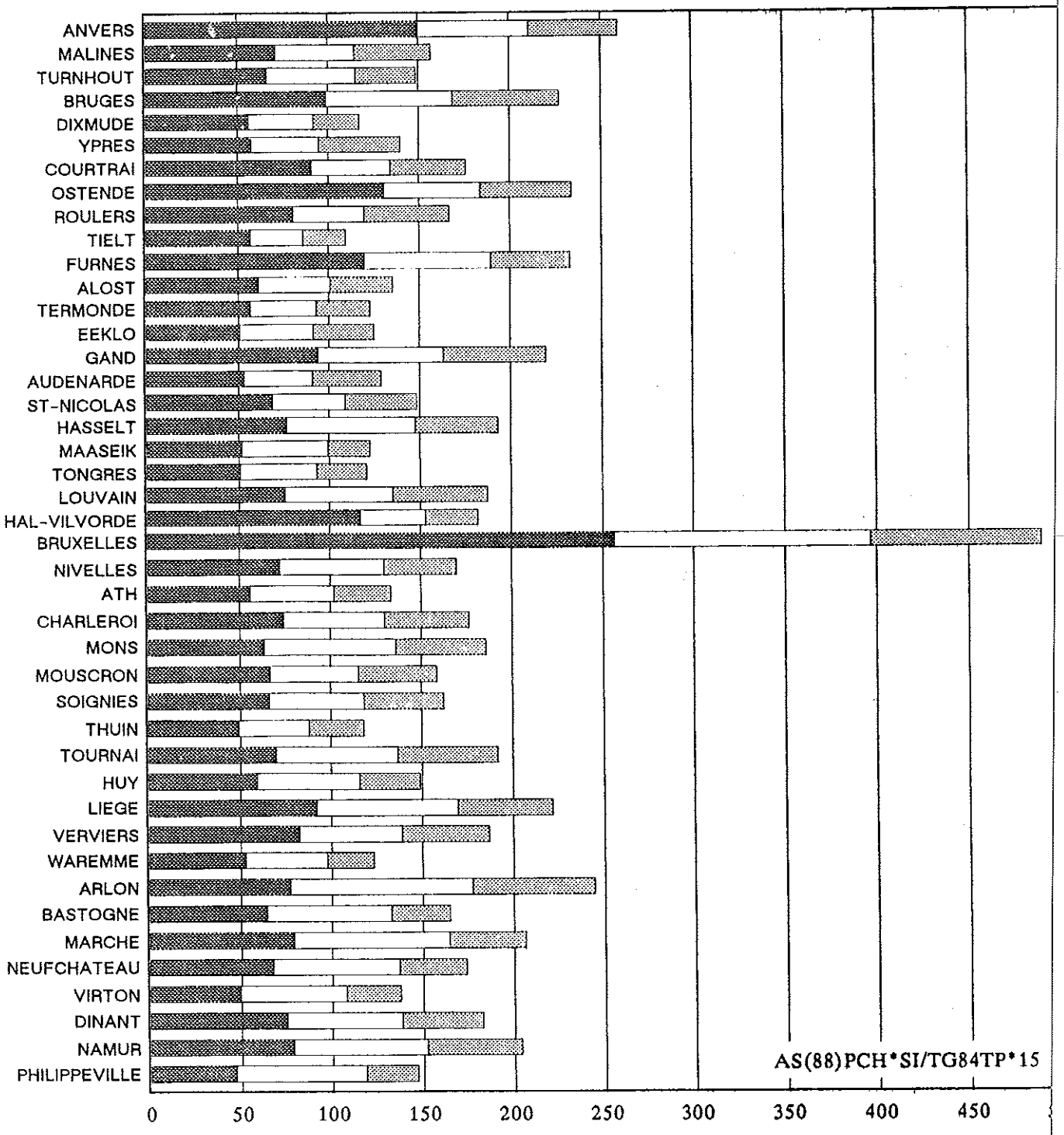
Au sein des provinces wallonnes, l'évolution de la population est modeste (Namur, Luxembourg) ou négative (Liège, Hainaut). L'emploi dans les "services marchands" est parallèlement en progression plate ou négative. Mais l'évolution des services "non marchands" est en progression significative même là où, ni la population ni les services marchands ne sont en progression.

Le Brabant présente un profil particulier. Il se différencie tant des autres régions qu'à l'intérieur de lui-même. Bruxelles capitale connaît un solde négatif dans les trois domaines considérés. Les deux Brabant sont des sous-régions qui gagnent le plus de population. Ils présentent une croissance proportionnelle d'emplois de services et de services marchands.

Le profil contrasté que les deux Brabant présentent par rapport à la capitale témoigne paradoxalement qu'ils relèvent de la même mouvance, et l'articulation qu'ils assurent entre Bruxelles et les régions n'autorise à les apparenter ni tout-à-fait à l'un ni tout-à-fait aux autres.

La cristallisation des phénomènes économiques sur un territoire ainsi que les glissements démographiques procèdent de tendances lourdes et lentes dont l'histoire et la géographie influencent le cours et redistribuent les flux. *Dans le domaine de l'économie des services et de l'emploi, une "région" au sens institutionnel du terme est bien davantage la somme et la synthèse des économies sous-régionales et urbaines que l'inverse.*

EMPLOI TERTIAIRE PAR 1000 HABITANTS * 1984



Taux d'emploi tertiaire (par 1000 hab.)

Une logique dans la logique

Les arrondissements administratifs constituent des entités administratives et statistiques qui reflètent mieux que d'autres, quoique imparfaitement, la vie des sous-régions du Royaume. Polarisés généralement par une ou deux villes, ils rendent compte de l'évolution socio-économique qui s'y passe.

La figure ci-contre illustre l'intensité d'emplois tertiaires qui caractérise chaque arrondissement du Royaume en 1984 au regard du nombre de ses habitants. Les trois catégories de services y sont différenciées.

Ce panorama général fait apparaître qu'entre les entités urbaines, existent à la fois des similitudes et des différences. *Chacune de ces entités répond à sa façon aux besoins de sa population, développe en quantité et en qualité une gamme de services qui lui est propre et rayonne plus ou moins largement sur un territoire qui l'environne.*

Une analyse ultérieure détaillera cette situation et fera ressortir les particularités qui se dissimulent derrière des similitudes apparentes. On verra que les sous-régions développent des différences de "vitesse" et de "démultiplication" plus aigües que celles qui caractérisent les communautés prises globalement et combien celles-ci sont tributaires de celles-là.

D'ores et déjà, cet angle d'observation peut révéler sous un jour inhabituel certains problèmes importants comme celui de "l'emploi" qu'une approche traditionnelle pose en de tout autres termes.Voyons plutôt!

On sait déjà qu'entre 1974 et 1984 les régions flamandes et wallonnes ont respectivement enregistré la création de 170.000 et de 70.000 emplois dans les activités de services. Un chroniqueur pointu y verrait d'emblée l'aubaine de l'illustration rêvée d'une Belgique à deux vitesses.

Pas si simple! S'il est en effet vrai que l'emploi tertiaire est fortement lié à la population, ce qui semble démontré, il doit se mesurer par un taux et non par une valeur absolue. C'est ainsi qu'en 1974, le taux d'emploi tertiaire était pour la Flandre comme pour la Wallonie de 165 unités pour 1.000 habitants.

Si le taux d'emploi tertiaire se hissait en 1984 au niveau de 190 emplois pour 1.000 habitants en Wallonie, on pourrait qualifier d'anachronique une situation évoluant autrement en région flamande. Pour parvenir à ce taux, l'emploi tertiaire en Flandre devait augmenter de ...170.000 unités en dix ans ce qui s'est précisément vérifié.

Nombre de professionnels pour "servir" 1000 habitants du Royaume en 1984

Taux		Fonctions
35,0	pour	assurer la formation des jeunes et la recherche
32,5	pour	administrer, protéger, défendre les populations (dont 9 fonctionnaires nationaux ou régionaux, 11 fonctionnaires provinciaux et communaux, 1 pour appliquer la justice, 6 pour la défense nationale, 1,5 gendarme)
25,5	pour	la distributions et le commerce de détail (dont 9,5 indépendants)
20,0	pour	transporter les biens et les personnes (dont 10,5 publics sans SNCB 6)
18,5	pour	effectuer les transactions commerciales et le commerce de gros (dont 2 indépendants)
17,0	pour	veiller sur la santé des citoyens (dont 5 publics, 8 privés, 4 indépendants)
10,5	pour	conseiller et desservir les entreprises
10,5	pour	rencontrer les besoins sociaux (dont 3 publics et 7,5 privés)
9,0	pour	répondre aux besoins de restauration et d'hébergement (dont 3 indépendants)
9,0	pour	effectuer les opérations financières et bancaires (dont 2,5 publics)
7,5	pour	les services divers (dont 4 publics, 1,5 privé, 1,5 indépendant)
5,5	pour	la culture et la récréation (dont 2 publics, 1,5 privé, 2 indépendants)
4,5	pour	les soins personnels et domestique (dont 2 indépendants)
4,5	pour	assurer les personnes et les biens (dont 1,5 indépendant)
3,5	pour	entretenir et réparer les véhicules et appareils
3,0	pour	alimenter les habitations en fluides et énergie
2,0		autres professions libérales dont avocats, notaires, huissiers, géomètres, architectes, ingénieurs
2,0		indépendants divers et non classés

En bref : **220** professionnels des services par 1000 habitants dont :
90 publics (sans SNCB 6)
100 privés
et **30** indépendants

Les rubriques et les taux ne revêtent qu'une valeur indicative compte tenu des imprécisions statistiques et des difficultés de classement.

Qui sert qui ?

Il est curieux de constater combien la relation entre une population de consommateurs et l'emploi dans les "services" que cette population consomme est généralement ignorée. Même les spécialistes de l'économie, davantage polarisés sur des paramètres économiques apparemment plus sophistiqués, méconnaissent cette réalité.

Aussi rudimentaire soit-il, ce rapport n'en est pourtant pas moins évident. A niveau de vie donné et à degré donné d'organisation sociale, correspond pour un certain nombre de personnes un taux moyen de commerçants, d'assureurs, de restaurateurs, d'avocats, d'éducateurs, de médecins, etc.

Tout citoyen consomme donc librement et à des degrés divers une part des services qui lui sont proches, comme il consomme obligatoirement des services qu'il contribue à faire subsister par sa contribution fiscale ou les mécanismes de solidarité dans lesquels il se trouve impliqué.

Il consomme en outre directement ou indirectement une part des services qui lui sont géographiquement moins proches : administration centrale ou provinciale, universités, équipements urbains de niveau supérieur, transports internationaux, production culturelle, etc.

Evidemment le taux de consommation des services se distribue différemment dans le temps et dans l'espace. Mais en gros, il y a entre ces deux réalités (population et services), un rapport automatique qui n'existe pas de la même façon, ni entre la population et l'emploi agricole, ni entre la population et l'emploi industriel qui sont soumis à des contingences plus spécifiques.

Les services se taillent dans l'économie et l'emploi d'aujourd'hui la part que l'on sait. Pourtant, contrairement aux biens matériels, la demande de services reste totalement élastique et l'on n'en finirait pas d'énumérer les besoins ignorés ou mal assumés, du plus élémentaire au plus sophistiqué. *Pourquoi, dès lors, avoir à ce point négligé de décoder les mécanismes du développement des services, de leur judicieuse distribution et de l'économie de leur ajustement aux fonctions qu'ils remplissent?*

Le tableau ci-contre illustre de manière imagée et forcément approximative la décomposition des emplois de services que l'on peut considérer comme soutenus et consommés par une moyenne de 1.000 habitants dans le Royaume en 1984.

Quiconque veut mesurer la justesse de son information socio-économique dissimulera la colonne des chiffres et appliquera sa propre estimation au regard de chaque rubrique. Il se surprendra lui-même !

LES MUTATIONS DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

EMPLOI EN MILLIERS (ONSS + INASTI)

	1984					1987			
	ROY	FLA	WAL	BRU		ROY	FLA	WAL	BRU
AGRICULTURE	75.8	49.2	26.0	0.6	AGRICULTURE	72.1	46.6	25.0	0.5
INDUSTRIE	846.8	547.9	224.2	74.7	INDUSTRIE	798.0	534.1	195.1	68.9
BATIMENT	187.2	109.2	58.2	19.9	BATIMENT	187.5	112.1	55.4	20.0
TERTIAIRE	2170.5	1068.9	604.4	497.3	TERTIAIRE	2294.3	1155.0	631.1	508.2
TOTAL	3280.4	1775.1	912.7	592.6	TOTAL	3352.0	1847.8	906.6	597.6
SERV.MARCHAN	1007.5	514.5	236.9	256.1	SERV.MARCHAN	1067.7	555.3	246.2	266.1
COMMERCE	433.8	233.1	112.6	88.1	COMMERCE	444.0	240.6	114.1	89.3
HORECA, LOG.	88.1	48.4	22.6	17.2	HORECA, LOG.	94.7	53.1	23.2	18.4
REPAR, TRANS	228.6	131.8	54.5	42.4	REPAR, TRANS	229.1	136.1	53.7	39.2
BANQUE, ASSU	131.0	47.5	19.8	63.7	BANQUE, ASSU	137.9	51.6	20.7	65.7
SERV.ENTREPR	126.0	53.9	27.4	44.7	SERV.ENTREPR	162.0	73.8	34.5	53.6
ADMIN.ENSEIG	635.6	289.9	205.4	140.3	ADMIN.ENSEIG	652.3	305.3	206.8	140.3
SERV.DIVERS	476.0	236.8	146.1	93.0	SERV.DIVERS	525.3	268.2	162.6	94.5

EVOLUTION : 1987 - 1984

	ROYAUME	FLANDRE	WALLONIE	BRUXELLES
AGRICULTURE	-3.6	-2.7	-0.9	-0.1
INDUSTRIE	-48.8	-13.8	-29.1	-5.9
BATIMENT	0.3	2.9	-2.7	0.0
TERTIAIRE	123.7	86.2	26.7	10.9
TOTAL	71.6	72.7	-6.1	5.0
SERV.MARCHAN	60.1	40.8	9.3	10.0
COMMERCE	10.2	7.6	1.5	1.2
HORECA, LOG.	6.5	4.8	0.6	1.2
REPAR, TRANS	0.5	4.4	-0.7	-3.2
BANQUE, ASSU	6.9	4.2	0.9	1.9
SERV.ENTREPR	35.9	20.0	7.1	8.9
ADMIN.ENSEIG	16.7	15.4	1.4	-0.1
SERV.DIVERS	49.4	31.4	16.5	1.4

*AS(87)PCH*SALIND*17

... Et depuis 1984 ?

La question de savoir si, depuis la période 74-84, les évolutions se sont confirmées ou infirmées, alors que la situation économique se normalisait progressivement, est intéressante à soulever.

Le tableau ci-contre saisit les faits sous l'angle le plus global qui soit. Actualisant pour 87 la matrice générale de l'emploi utilisée supra, il met en évidence l'évolution de l'emploi total (salariés, employés et indépendants confondus) au travers des régions et des secteurs entre 84 et 87.

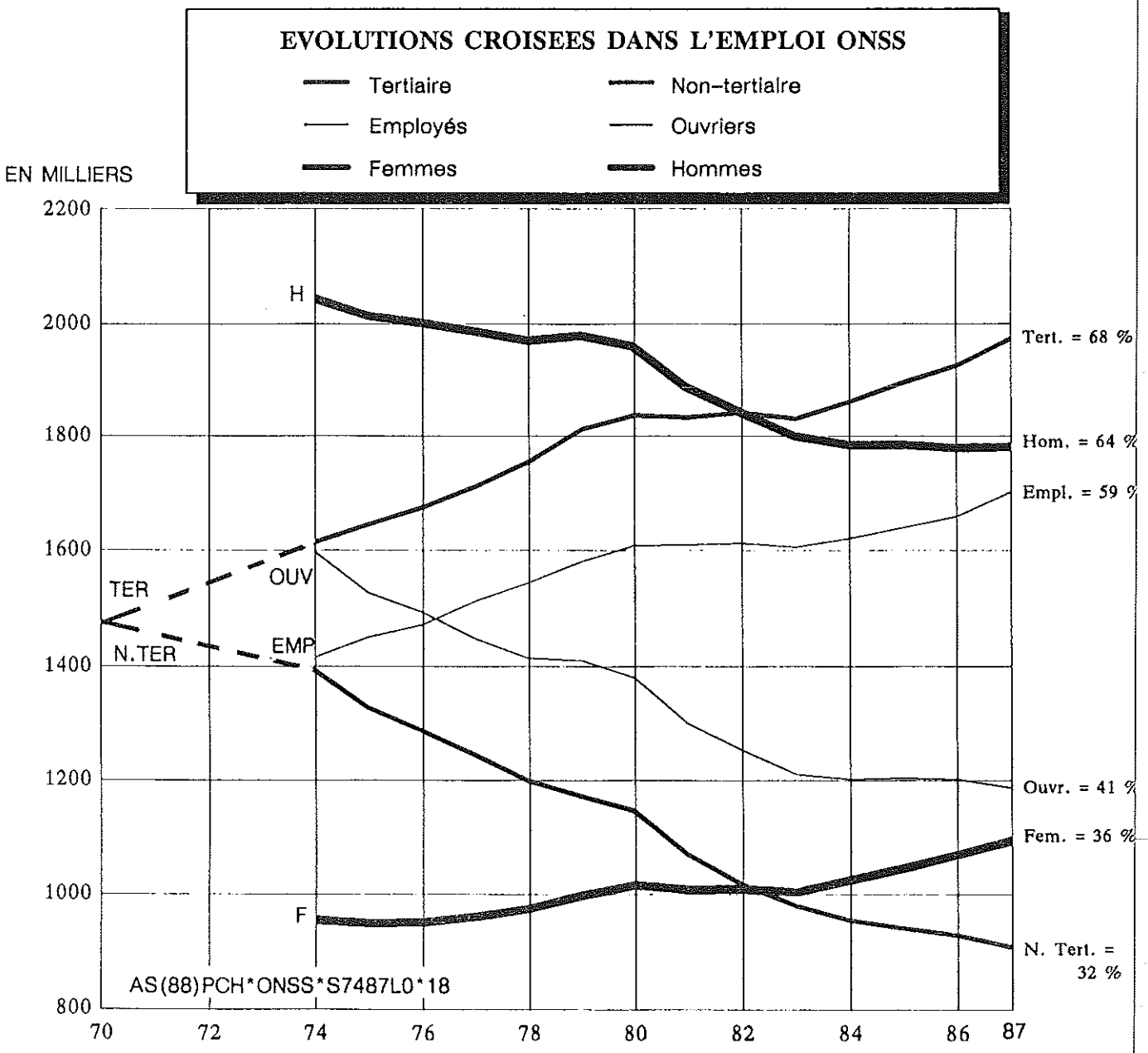
Durant cette période de trois années, la population active occupée s'est accrue de près de 72.000 unités pour l'ensemble du Royaume, soit 2,2% de plus qu'en 84. Mais comme on le sait, ce chiffre représente un triple solde qui mesure simultanément des mutations interrégionales, intersectorielles et interstatutaires.

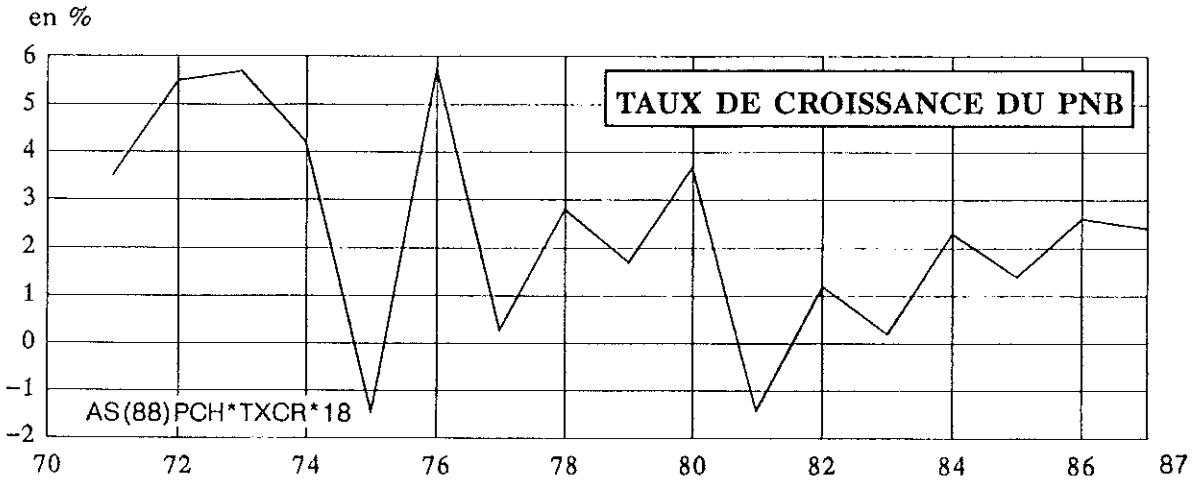
D'une part, l'augmentation de 71.600 emplois pour l'ensemble du Royaume résulte d'un accroissement de 72.700 unités en Flandre, de 5.000 unités à Bruxelles et d'une diminution de 6.100 unités en Wallonie. D'autre part ce même solde recouvre un repli persistant de l'emploi industriel de près de 50.000 unités et une augmentation de l'emploi tertiaire de près de 125.000 unités.

La diminution de l'emploi industriel est générale. Elle est toutefois plus sensible en Wallonie (moins 13% depuis 84) qu'à Bruxelles (moins 8%) et qu'en Flandre (moins 2%). C'est donc à nouveau le secteur des services le grand bénéficiaire des augmentations d'emplois durant cette courte période. Au vu des données statistiques disponibles, on pourrait même affirmer que le processus s'est accéléré : d'une croissance moyenne de 24.000 par an entre 74 et 84, il passe à une moyenne de plus de 40.000 entre 84 et 87.

Mais une inflexion intéressante mérite d'être signalée dans cette évolution : ce sont, cette fois, les "services marchands" qui prennent le dessus en s'appropriant la moitié de la croissance des emplois tertiaires. Ils augmentent de 40.000 unités en Flandre, de 10.000 à Bruxelles et de 9.000 en région wallonne. On pressent ici l'influence d'une poussée de la consommation consécutive à l'augmentation du pouvoir d'achat par suite de la stabilisation des prix.

Pour le reste, l'emploi répertorié statistiquement dans les services publics et l'enseignement se stabilise, du moins en Wallonie et à Bruxelles tandis que les "autres services" qui concourent à l'environnement social, médical, culturel de la population poursuivent leur croissance dans les trois régions. Une partie de ces emplois comble, sous forme précaire, des postes d'intérêt général tant publics que privés et participe à des degrés divers aux initiatives de lutte contre le chômage.


EVOLUTIONS CROISEES DANS L'EMPLOI ONSS
Tertiaire
Non-tertiaire
Employés
Ouvriers
Femmes
Hommes
EN MILLIERS
2200
2000
1800
1600
1400
1200
1000
800
H
F
TER
N.TER
OUV
EMP
Tert. = 68 %
Hom. = 64 %
Empl. = 59 %
Ouvr. = 41 %
Fem. = 36 %
N. Tert. = 32 %
AS(88)PCH*ONSS*S7487L0*18
70
72
74
76
78
80
82
84
86
87


en %
6
5
4
3
2
1
0
−1
−2
TAUX DE CROISSANCE DU PNB
AS(88)PCH*TXCR*18
70
72
74
76
78
80
82
84
86
87

La croisée des chemins

L'évolution interne de la population active selon le statut et le sexe de son appartenance s'est également poursuivie durant ces dernières années, reflétant par fatal corollaire les transformations de la structure de consommation et donc de production de biens et services.

Entre 84 et 87, la catégorie "hommes" enregistre une perte de 2.600 unités tandis que l'emploi "féminin" s'accroit de 74.300 unités. Par ailleurs la catégorie" ouvrière" perd 15.000 emplois pendant que les "employés" augmentent de 80.000 et les indépendants de 6.700 unités.

Si la population de statut "ouvrier" présente un solde négatif de 15.000 unités, ce solde résulte d'une perte de 41.000 emplois dans le secteur secondaire (32.000 hommes et 9.000 femmes) et d'un gain de 25.000 emplois dans le secteur tertiaire (dont 13.000 hommes et 12.000 femmes).

Dans le secteur tertiaire qui progresse déjà de 25.000 emplois ouvriers, la croissance des "employés" est de l'ordre de 86.000 unités dont 22.000 hommes et 64.000 femmes. La même balance existe pour les professions indépendantes et libérales qui s'accroissent de 12.600 personnes dans la catégorie des services en compensation d'une perte de 8.000 personnes dans les autres secteurs.

Certes, l'analyse de ces phénomènes, année par année ou sur une période trop courte ne donne pas une idée exacte de leur véritable ampleur. Ce n'est qu'avec un certain recul que l'on peut mesurer les bouleversements qui s'opèrent et nous interpellent. La figure ci-contre met en évidence quelques points de repère utiles à cet effet.

En l'espace d'une vingtaine d'années, deux intersections se sont produites. A l'approche des années 70, le nombre des emplois dans les "services" a atteint, puis largement dépassé celui des emplois de l'ensemble des autres secteurs. Aux environs de l'année 76, le nombre des "employés" a rejoint, puis dépassé celui des emplois "ouvriers".

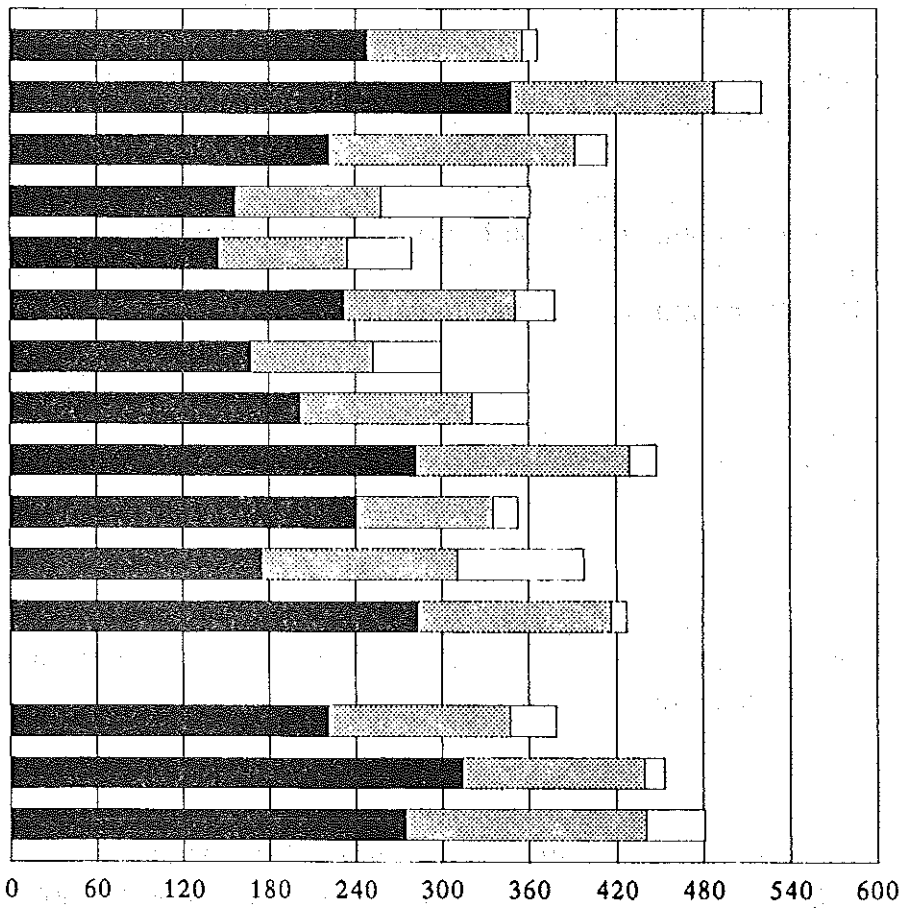
Imbriquée dans cette double transformation, la courbe d'emploi "féminin" s'est rapprochée de celle des emplois "masculins" au point d'en représenter plus de la moitié aujourd'hui et de l'équivaloir dans le secteur des services.

Tout s'est en outre passé comme si cette métamorphose de la société active s'émancipait des mouvements conjoncturels et s'affranchissait significativement de leurs implications. L'expression populaire "Rien ne sera jamais plus comme avant..." lui donne sa juste portée d'ampleur "sociétale". Seul un regard différent de celui du passé peut permettre de comprendre et de gérer cette évolution.

TAUX D'EMPLOI PAR 1000 HABITANTS PAR PAYS EN 1986

SERVICES
INDUSTRIE
AGRICULTURE

POP	PIB	PAYS
9.9	11.6	Belgique
5.1	16.4	Danemark
61.1	14.9	RFA
10.0	4.1	Grèce
38.7	6.0	Espagne
55.4	13.3	France
3.5	7.0	Irlande
57.2	10.7	Italie
0.4	13.8	Luxembourg
14.6	12.3	Pays–Bas
10.2	3.0	Portugal
56.8	9.8	Royaume Uni
322.8	10.9	EUR 12
241.6	17.6	USA
121.7	16.4	Japon



Source : Eurostat

POPulation en millions d'habitants

PIB par tête en milliers d'ECU

La loupe et le macroscope

Sur les traces de l'emploi comme "indicateur", c'est au plus près des transformations majeures de la société que nous avons opéré une coupe transversale. Mais isoler cette réalité vivante, la fractionner en tranches indépendantes et les analyser séparément ne manquerait pas de brouiller les pistes.

Pour saisir l'unité organique qui régit toutes les pièces de cette mosaïque et déméler l'écheveau de leur réseau d'influences, peu d'instruments s'avèrent appropriés, sinon peut-être la loupe et le macroscope. Le premier isole, grossit et analyse le contenu des choses. Le second, imaginé par Joël de ROSNAY, relie les phénomènes dans la complexité de leurs interrelations et de leurs feedback.

Dans cette perspective, le contexte international constitue un "système" de référence important. La figure ci-contre rappelle opportunément le poids respectif des pays européens sur le double plan de leur démographie et du PIB par habitant. Elle caractérise aussi graphiquement leur économie par le rapport existant entre la population active occupée dans chaque secteur et le nombre d'habitants exprimé en milliers.

Devant la diversité importante des pays européens, un lecteur attentif trouvera large matière à réflexion et à simulation... Mais il en tirera aussi le sentiment que malgré l'histoire et les contraintes dont chaque pays est tributaire, il n'y a ni modèle standard, ni modèle unique qui ne puisse laisser à chaque communauté la libre expression de son génie propre et de son organisation économique et sociale.

Notre économie nationale possède aussi ses particularités. Elle se trouve simultanément traversée par des courants centrifuges et centripètes qui la ballottent entre ses pulsions communautaires ou régionales et les atouts polarisateurs de sa position centrale. Les uns et les autres sont à prendre en compte.

Valoriser les "avantages comparatifs" de la centralité sans l'arc-bouter sur les relais d'un système nerveux décentralisé équivaudrait à gonfler artificiellement le ventre mou d'une banale rente de situation.

Entretenir, par contre, dans l'esprit d'une communauté territoriale, la généreuse ambition d'un développement plus auto-centré sans l'articuler sur les gisements nouveaux d'un environnement plus porteur risquerait de pénaliser les populations concernées et de gaspiller les ressources humaines qu'elles représentent.

Véritable petit laboratoire de l'Europe, il a suffi de quelques coups de projecteur pour pressentir combien se trouvaient rassemblés sur notre territoire national les germes de l'exploitation harmonieuse de nos particularités tout autant que les risques de leur dérive.

Sources Statistiques

EUROSTAT :	Population, Emploi civil, PIB par pays
BUREAU DU PLAN :	BPemploi
ONSS :	Rapport annuel par secteur, statut, sexe, arrondissement
INASTI :	Rapport annuel par branche, sexe, arrondissement
INS :	Population recensée ou calculée par arrondissement
INS :	PNB aux prix du marché, taux de croissance

NB : Le stockage et traitement des données sont assurés par les logiciels APLDI (IBM) et surtout KAA (Bureau du Plan).

Remarques méthodologiques

- Dans ce cahier, l'attention s'est davantage centrée sur la mesure des phénomènes que sur leur explication théorique. Les données statistiques ont systématiquement fait l'objet d'analyses croisées entre leur dimension temporelle (années) et leur dimension spatiale (régions, provinces, arrondissements). Les évolutions et les différences dans le temps ont été calculées en valeur absolue. Les chiffres globaux, indices et taux sont également disponibles.

- Le taux d'emploi c-à-d le rapport d'un segment d'emploi donné à la population totale du territoire concerné s'est avéré un outil original et fécond d'analyses et de prévisions. Moyennant les adaptations qui s'imposent l'usage de ce paramètre peut contribuer tout autant à l'approche d'un ensemble international qu'à l'économie d'une modeste entité régionale ou urbaine.

- L'élargissement du champs à d'autres variables socio-économiques ainsi que la mise en oeuvre d'une modélisation prévisionnelle constituent d'ores et déja, avec un approfondissement théorique de "l'économie tertiaire", les axes d'un programme d'investigations ultérieures.

Glasnost

L'emploi dans les services n'a cessé de poursuivre sa montée en puissance. Il s'en est suivi de profondes mutations de tous ordres dont le cours et l'ampleur sont davantage fonction d'un ensemble de mécanismes "redistributeurs" (démographiques, fonctionnels, financiers...) que de l'évolution d'un "taux de croissance" trop souvent considéré comme le critère ultime d'une politique économique.

La transformation des modes de vie, le glissement des populations, l'architecture des réseaux de communication, les pratiques fiscales de socialisation sont autant de paramètres à l'interface desquels s'articulent subtilement les ressorts de l'optimalisation économique et sociale. Le tableau ci-contre énumère quelques séries de données utilisées jusqu'ici ; elles seront complétées par la suite pour mesurer les liens qui unissent ces phénomènes somme toute assez quantitatifs.

Mais ce niveau d'observation ne peut à son tour occulter l'existence d'un autre palier de transformation, plus qualitatif celui-là, qui soumet le métabolisme des services à la diffusion d'une nouvelle culture et d'une nouvelle mentalité. La comparaison ci-après en illustre la portée.

Il fut un temps où, dans les entreprises, coexistaient deux mondes assez distincts : ceux qui contribuaient à la production... et le reste, les uns considérant les autres avec un certain mépris comme s'ils ne représentaient que des frais généraux, voire des coûts superflus. La modification des conditions du marché, la complexification croissante du monde des affaires et les progrès techniques ont transformé progressivement cette vision des choses et substitué au modèle Taylorien ou Fayolien un modèle de "gestion par objectifs" moins manichéen où chaque fonction, par l'excellence de son apport, contribue à l'optimalisation des "charges de structure" et à la qualité totale de l'ensemble.

Vue sous cet angle, la société civile présente d'intéressantes similitudes avec l'entreprise. Dans l'un comme dans l'autre cas -n'en déplaise aux "intégristes" de l'économie- des fonctions de service, jadis considérées comme intendantes, ont pris une "épaisseur" considérable et leur économie participe intimement et souvent de façon déterminante à celle du "système" tout entier... ou tout au moins pourrait le faire.

Mais, s'il est déjà délicat de rationaliser une chaîne de fabrication, que dire des rouages de l'entreprise ou de la société tout entière ? Le poids des comportements humains multiplie d'autant plus les risques de dysfonctionnement et de corporatisme que les valeurs traditionnelles sont ébranlées par de profondes transformations.

C'est dire qu'il ne peut être innocent de porter sur ces rouages un regard "du dedans" et qu'au travers du prisme fascinant de leurs influences mutuelles se dégage forcément l'inconfortable impression que la "perestroïka" ne s'impose pas qu'ailleurs.